

Japan Analysis

La lettre du Japon

36 Décembre 2014

L'État, les collectivités locales et les acteurs privés face au dépeuplement du Japon : nouvelles perspectives

DOSSIER D'ACTUALITÉ

1. La « liste de la mort » : l'onde de choc médiatique provoquée par un récent rapport du Conseil japonais des politiques publiques
– *SOPHIE BUHNIK* 3
2. Abeno Harukas, nouveau symbole d'Ōsaka, entre vieillissement de la population et redéveloppement commercial
– *NICOLAS MORISHITA* 10
3. Entretien entre Koizumi Shinjirō, Suda Yoshiaki et Masuda Hiroya, « L'aire métropolitaine de Tōkyō comme les régions sinistrées ont des pieds d'argile », *Chūō kōron*, juillet 2014. (*Traduction de Sophie Buhnik*) 18
4. Horiuchi Shigeto, « La garantie du 'droit à se déplacer' soutiendra le potentiel de développement local », *Sekai*, octobre 2014. (*Traduction de Sophie Buhnik*) 23

REPÈRES

5. Double démission au sein du gouvernement Abe : retour sur quelques scandales récents
– *XAVIER MELLET* 31
6. Entretien entre Ishihara Nobuo, Fujii Hirohisa et Mikuyi Takashi, « Prévoyez une porte de sortie dans votre programme politique », *Chūō kōron*, octobre 2014. (*Traduction d'Arnaud Grivaud*) 41



ÉDITORIAL

Dans un rapport publié en mars 2014, le Conseil japonais des politiques publiques (*Nihon sōsei kaigi* ou *Japan Policy Council* en anglais) a annoncé la disparition imminente d'environ la moitié des collectivités locales japonaises. Il s'est saisi de ces résultats pour critiquer le manque de contrôle de la force polarisante que Tōkyō exerce aujourd'hui sur les migrations internes au Japon. Cet institut de recherche privé a ainsi relancé des débats, toujours brûlants depuis la crise des années 1990, sur la dévolution aux unités infranationales des compétences exercées par l'État central et sur la réforme concomitante des finances locales. Dans ce contexte, la stratégie de « sélection et de concentration » (*sentaku to shūchū*) venue du monde des entreprises électroniques en restructuration est de plus en plus souvent invoquée dans les discours de politiques publiques ou d'experts. Elle est par exemple convoquée par les défenseurs de projets de « ville compacte » (*konpakuto shiti*) destinés à faciliter les déplacements des plus âgés. La concentration des investissements en équipements dans les territoires et les domaines économiques « porteurs » des

régions périphériques peut-elle faire barrage à l'attraction de Tōkyō sur les jeunes diplômés ?

Le dossier d'actualité principal du numéro 36 de *Japan Analysis* s'intéresse ainsi aux transformations politiques, économiques et sociales radicales que le vieillissement accéléré de la population japonaise impose aujourd'hui aux acteurs publics et privés de l'aménagement des territoires de l'Archipel, de ses territoires urbains en particulier. Il questionne certaines évolutions récentes de l'attitude de la puissance publique mais aussi d'acteurs-clés de la fabrique des villes japonaises face à une répartition de plus en plus concentrée, et sans doute peu réversible, de la population japonaise sur son territoire.

En premier lieu, l'analyse de Sophie Buhnik présente le contenu du désormais fameux rapport du Conseil japonais des politiques publiques, en insistant sur les conditions de production de ce rapport, la méthodologie retenue et les enjeux d'actualité qui ont contribué à la très ample diffusion médiatique de ses résultats. Ensuite, l'analyse par

Nicolas Morishita de la construction d'Abeno Harukas au cœur de la ville d'Osaka explore les conséquences économiques et spatiales des stratégies de rééchelonnement des activités ferroviaires et de développement des activités commerciales entreprises aujourd'hui par de grands opérateurs ferroviaires privés dans les plus grandes villes du Japon, face au déclin accéléré du nombre d'usagers de leurs lignes. Deux traductions (par Sophie Buhnik) enrichissent ensuite les éclairages de ces analyses : un extrait de l'interview entre Masuda Hiroya (président du Conseil japonais des politiques publiques), Koizumi Shinjirō et Suda Yoshiaki qui ouvrait le numéro de *Chūō kōron* (juillet 2014) consacré à la dévitalisation régionale ; puis une réflexion d'un expert en transport public, Horiuchi Shigeto, interrogeant les bénéfices du maintien de voies ferrées régionales pour le tissu économique des villes en dépeuplement.

et hommes politiques en revenant sur l'expérience malheureuse du Parti démocrate du Japon.

SOPHIE BUHNIK ET ARNAUD GRIVAUD

À ce dossier d'actualité s'ajoute désormais une partie de « repères » d'actualité qui commente d'autres événements ayant marqué la vie publique du Japon. Dans un premier temps, l'analyse de Xavier Mellet se penche sur les démissions récentes de ministres ayant déstabilisé le gouvernement Abe et motivé en partie l'organisation d'élections générales le 15 décembre. Cette actualité nous offre l'occasion de revenir sur les problèmes structurels et les changements de l'organisation de la vie politique japonaise que recouvre l'éclatement de « scandales ».

Ce numéro 36 se clôt sur la traduction par Arnaud Grivaud d'un entretien entre Ishihara Nobuo (célèbre haut fonctionnaire), Fujii Hirohisa (ancien ministre des Finances démocrate) et Mikuriya Takashi (professeur émérite de l'université de Tōkyō). Ces derniers s'interrogent notamment sur les conditions du fonctionnement d'une bonne démocratie parlementaire et sur la question fondamentale des rapports entre hauts fonctionnaires

DOSSIER D'ACTUALITÉ

1. La « liste de la mort » : l'onde de choc médiatique provoquée par un récent rapport du Conseil japonais des politiques publiques

- **SOPHIE BUHNIK**

Au mois de juin puis d'octobre 2014 respectivement, les deux revues de critique de l'actualité *Sekai* et *Chūō kōron* ont consacré leur une à la même thématique, celle de la dévitalisation continue des régions périphériques du Japon. Ce dépeuplement menace désormais de faire disparaître un ensemble de petites villes et de villages aux profils économiques et géographiques diversifiés : du village en zone de piémont à la station balnéaire en perte de fréquentation, en passant par les ports de pêche ou les petites villes industrielles dont l'activité reposait sur un tissu de PME fragilisées par la crise de la décennie perdue (1990-2002).

La coïncidence n'est pas si fréquente et d'autant plus surprenante que cette question, pour être grave, ne constitue pas vraiment un

scoop. Les tendances au fort vieillissement et à la baisse des taux annuels de natalité de la population japonaise sont en effet reconnues comme étant un enjeu politique majeur au moins depuis le début des années 1990. Au fil des scénarii prospectifs que l'Institut national de la population et de la sécurité sociale (INPSS) a publiés dans les années 2000, l'étude des conséquences socio-économiques, environnementales et culturelles du vieillissement du Japon a mobilisé les efforts d'un nombre croissant d'équipes de recherche relevant de l'ensemble des sciences sociales et des sciences dures (médecine, ingénierie...). Alors que la trajectoire de la population japonaise totale a bifurqué en 2008¹, les risques d'aggravation de l'endettement public liés à la demande en soin des plus âgés nourrissent un climat d'inquiétude relayé au quotidien par les médias.

¹ Année où la population totale du Japon a atteint 128 millions d'habitants, son maximum historique, et décline depuis en rythme annuel. L'Archipel compterait 127,2 millions d'habitants en 2014 (source : ministère des Affaires intérieures et de la communication, bureau de la statistique).

Or, c'est bien un rapport sur la décroissance démographique, intitulé *Stoppons la crise de la fécondité. Stratégie de revitalisation régionale* (« stoppu shōshika. Chihō genki senryaku ») et paru en mai 2014, qui a suscité cette résurgence de la question déjà très balisée, mais inépuisable, du dépeuplement du Japon. Il n'est pas issu du monde académique à proprement parler, quoique ses principaux auteurs enseignent à l'université ou officient dans des instituts de recherche privés tels que l'institut Nomura. Masuda Hiroya, ancien gouverneur du département d'Iwate (au nord-est de l'île de Honshū) a coordonné ce rapport réalisé par le « groupe de travail sur la question de la décroissance démographique » (*jinkō genshō mondai kentō bunri kai*) au sein du Conseil japonais des politiques publiques dont il est le président². Ce *think tank* privé, créé au lendemain du séisme du 11 mars 2011, se compose de chercheurs, d'universitaires, de représentants du monde politique et de celui des entreprises, unis autour d'un objectif déclaré de renforcement de la position du Japon dans les réseaux de l'économie globale. Il cible en particulier la consolidation de sa coopération avec des puissances émergentes de l'Asie-Pacifique dans plusieurs secteurs industriels « garants d'un meilleur futur ». Une telle tâche nécessite, aux yeux de ce Conseil, que la société japonaise et ses responsables politiques prennent radicalement conscience des graves problèmes économiques et politiques qu'induit une répartition de plus en plus inégale des hommes et des richesses produites sur le territoire japonais.

² Notre traduction se fonde sur le nom anglais que cet institut se donne officiellement, c'est-à-dire le *Japan Policy Council*. Sa désignation japonaise de *Nihon sōsei kaigi* signifie littéralement « Société pour faire renaître [ou recréer] le Japon », et c'est curieusement une traduction plus fidèle aux objectifs de cette association. Lien menant au site officiel du *Nihon sōsei kaigi* : <http://www.policycouncil.jp/index.html>.

De ce point de vue, les auteurs du rapport ont déjà atteint une partie de leurs objectifs : l'expression *shōmetsu kanōsei toshi*, signifiant « ville en extinction » et tirée de ce que nous appellerons ici le rapport Masuda, a été retenue au classement des mots de l'année 2014 par la maison d'édition Jiyū Kokuminsha. Masuda Hiroya a multiplié les interviews, dont le dialogue entre lui, Koizumi Shinjirō (fils de Koizumi Jun.ichirō) et le maire d'Onagawa Suda Yoshiaki, qui ouvre le numéro de juin 2014 de *Chūō kōron* – un extrait en est traduit dans ce numéro de *Japan Analysis*. Enfin, le gouvernement d'Abe Shinzō a prestement réagi au « choc Masuda » en annonçant la nomination d'un secrétaire d'État chargé de définir une politique intégrée de revitalisation régionale, après plusieurs rencontres avec le « quartier général de la revitalisation » (*chihō sōsei honbu*) rattaché au cabinet du Premier ministre³. Mais quel est au juste le contenu de ce rapport, dont l'écho médiatique s'est répercuté jusque dans les journaux français⁴ ?

Afin de mieux comprendre les raisons de cette médiatisation, le présent article met d'abord en exergue l'originalité des conditions de production de ce rapport, en rappelant le parcours et les positions de son principal auteur, Masuda Hiroya. Il s'intéresse ensuite aux spécificités des méthodes d'évaluation de la dépopulation qui ont permis de dresser la désormais fameuse liste des « villes menacées d'extinction », ainsi qu'aux stratégies antidéclin que le rapport préconise : ces points sont en

³ « Première rencontre entre les experts du quartier général de la revitalisation et le Premier ministre : 'écouter la voix des régions' » (*chihō sōsei honbu, yūshikisha hatsukaigō – shushō 'chiiki no koe' wo kiku*), *Asahi shimbun digital*, 19 septembre 2014, www.asahi.com/articles/ASG9M56D9G9MULFA028.html.

⁴ Yann Rousseau, « Tokyo pousse ses établissements bancaires à fusionner », *Les Échos*, juillet 2014, http://m.lesechos.fr/redirect_article.php?id=0203496641161&fw=1.

effet sujets à controverse, tant en termes de rigueur scientifique qu'au regard des visions de la société japonaise implicitement défendues. Enfin, cet article évoque la conjoncture politique qui a forcé le gouvernement à prendre à bras-le-corps un problème qui ne semblait pas être une de ses priorités jusqu'à cet automne 2014.

Le Conseil japonais des politiques publiques et Masuda Hiroya, ou la dénonciation d'une « société des extrêmes »

En tant que *think tank* soucieux d'un « meilleur futur » pour la société japonaise dans son ensemble, le Conseil japonais des politiques publiques s'est d'abord distingué en 2012 et 2013, par ses réflexions sur la concrétisation d'une transition énergétique durable⁵. Il s'investit en particulier dans un projet de *smart power grid* (réseau de distribution d'électricité intelligent) qui irait du Japon et du port de Busan à l'est de la Corée du Sud jusqu'à l'Australie, en passant par l'Asie du Sud-est (Taiwan, Philippines, Malaisie, Indonésie et Thaïlande en particulier). Celui-ci vise à dépasser l'antagonisme entre énergie nucléaire et hydrocarbures d'une part, énergies vertes et d'appoint d'autre part (éolienne, solaire), grâce à l'amélioration des possibilités de circulation des productions d'énergie entre les pays mentionnés. Cette solidarité logistique, qui comporte une dimension géopolitique forte⁶, aurait l'avantage d'éviter des coupures

⁵ Les informations sur lesquelles s'appuie cet article proviennent de deux sources principales : le site du Conseil japonais des politiques publiques (<http://www.policycouncil.jp/index.html>) d'une part, le blog personnel de Masuda Hiroya d'autre part (<http://www.h-masuda.net/>). Les sources secondaires sont mentionnées dans les autres références.

⁶ On notera à ce titre l'absence de la Chine continentale sur la carte dessinée par le Conseil, téléchargeable sur ce lien : http://www.policycouncil.jp/en/pdf/prop01/asia_pacific_power_grid.pdf.

d'électricité géantes en cas de catastrophe naturelle majeure dans le ou les pays touchés. On pense bien sûr à l'exemple du nord-est du Japon après le désastre de Fukushima, mais aussi à la situation de plusieurs villes philippines après le passage du typhon Haiyan.

Ce type de projet illustre le « grand design » que les membres de ce *think tank* défendent pour garantir l'avenir du Japon. Ceux-ci souhaitent que les acteurs politiques et économiques du pays, à tous les niveaux de participation, insèrent leurs projets de développement dans des perspectives spatio-temporelles plus larges que celles du marché intérieur et du court terme, sans quoi la position du Japon continuera de s'éroder sur la scène internationale. À cet égard, le projet de *smart power grid* permettrait d'éviter que les régions périphériques du Japon subissent de plein fouet les conséquences du traité de partenariat trans-Pacifique : elles collaboreraient dès aujourd'hui avec des collectivités locales asiatiques autour d'initiatives innovantes, porteuses de promesses d'emploi dans les domaines des hautes technologies, des services en réseau, du commerce et du tourisme. Mais cette ambition ne peut se réaliser, dit le *think tank*, que si l'État central limite davantage la force polarisante de la région de Tōkyō (et dans une moindre mesure, celle de Nagoya et Ōsaka) : le jeu des migrations des jeunes actifs vers la capitale prive les régions des « talents » (*jinzai*) ou ressources humaines dont la présence locale conditionne la réussite de tels projets de développement durable hors de la mégalopole⁷.

⁷ Terme désignant la « concentration urbaine, industrielle et maraîchère le long du littoral pacifique du Japon », structurée par les pôles urbains les plus importants du pays, que de puissantes infrastructures de transport relient entre eux. Cf. Pelletier P. (dir.), Atlas du Japon, Editions autrement, 2012 (2^e édition), p.70-71.

Au-delà du concept aux contours flous que représente le terme de développement durable, le point commun entre la promotion des énergies vertes et l'enjeu de l'adaptation de l'aménagement des territoires japonais aux modes de vie d'une société en décroissance démographique réside dans le parcours de son président, Masuda Hiroya. Celui-ci est d'abord connu en tant qu'ancien gouverneur du département (*ken*) d'Iwate – l'un des plus affectés par le séisme du 11 mars 2011 – de 1995 à 2007. Il s'est distingué par les réformes de la fonction publique territoriale qu'il a menées, consistant avant tout en une réduction des dépenses de fonctionnement et de la taille du personnel travaillant pour le département d'Iwate. D'autres mesures traduisent son engagement en faveur des énergies vertes et d'une réduction de l'empreinte énergétique de l'industrie locale avant l'incident de Fukushima : c'est durant le mandat de Masuda qu'a été introduit un système de taxation des déchets industriels produits à Iwate. L'action locale du gouverneur Masuda explique que celui-ci ait été nommé secrétaire d'État à la réforme de la décentralisation puis ministre des Affaires intérieures et de la Communication (*Sōmushō*) en 2007-2008 par Fukuda Yasuo, avant d'être remplacé par Hatoyama Kunio⁸ sous le gouvernement d'Asō Tarō.

Si les réformes menées par Masuda vont dans le sens d'une baisse des transferts de l'État vers des collectivités locales appelées à devenir plus autonomes financièrement, l'ancien gouverneur d'Iwate n'en est pas moins un des plus farouches opposants au processus de métropolisation du territoire japonais qui conduit à la domination démographique, économique et symbolique renforcée de Tōkyō. Le taux de natalité extrêmement faible des régions distantes de la mégalopole ne

permet plus de compenser les départs des individus âgés de 15 à 30 ans au moment de l'entrée à l'université ou sur le marché du travail. Ces personnes s'en vont même quand elles ont suivi des études de premier cycle ou des formations spécialisées dispensées par des universités régionales : hors du cas d'Iwate, celui du Hokkaidō décrit par Igarashi Chikako en est une parfaite illustration⁹.

Ce processus de concentration sélective de la population japonaise au profit de la capitale est, pour Masuda, néfaste à plus d'un titre : il mène les jeunes générations vers des territoires denses où les conditions de vie sont financièrement plus difficiles et le marché de l'emploi plus concurrentiel qu'ailleurs, les empêchant d'accéder à un logement stable et donc de devenir parents. À la mise en évidence du très faible taux de fécondité dans l'aire métropolitaine de Tōkyō, qui oscille entre 1,09 et 1,2 enfant par femme, s'ajoutent des interrogations sur l'opportunité de concentrer dans et autour de Tōkyō presque 30 % de la population totale à l'horizon 2020, là où le risque d'un tremblement de terre de magnitude exceptionnelle est imminent.

Enfin, Masuda et les auteurs du rapport utilisent l'expression *kyokuten shakai* (« société des extrêmes ») pour décrire les écarts de richesse grandissants que l'attractivité migratoire de Tōkyō crée, mettant en jeu la cohésion territoriale de l'archipel. « L'aspiration » des forces vives des périphéries vers la capitale, continue depuis le début du XX^e siècle, devrait selon le Conseil japonais des politiques publiques susciter un véritable dialogue national et non pas seulement être considéré comme un problème de dévitalisation rurale : en épuisant ses réservoirs migratoires, Tōkyō finira elle aussi par s'effondrer

⁸ Dont le nom ne doit pas être confondu avec celui de Hatoyama Yukio, président du Parti démocrate japonais (PDJ) puis Premier ministre PDJ en 2009-2010. Il s'agit néanmoins de son frère.

⁹ Igarashi Chikako, « Le futur du Japon en modèle réduit. Stratégies locales de régénération du Hokkaidō » (Mirai Nihon no shukuzu – Hokkaidō saisei he no 'chiiki senryaku'), *Chūō kōron*, juin 2014, p. 54-67.

démographiquement. À cette aune, l'abandon des politiques de rééquilibrage régional au profit du soutien à la compétitivité globale de Tōkyō manquerait donc son but. Pour dénoncer le manque de volonté des derniers gouvernements, le rapport Masuda qualifie Tōkyō de « trou noir à population », rappelant étrangement les accents du livre que le géographe Jean-François Gravier fit paraître en 1947, *Paris et le désert français*. Embauché à l'administration du Commissariat général au Plan après la guerre malgré son soutien au pétainisme, Jean-François Gravier a influencé, par ses discours les politiques de déconcentration industrielle et ultérieurement, la politique des métropoles d'équilibre initiée en 1963 sous l'égide de la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). La solution consistant à établir un contrepoids à l'hypercentralisation tōkyôte par des métropoles d'équilibre a aussi été expérimentée au Japon, à travers le soutien à l'installation de technopoles et de centres de recherche travaillant avec les universités de Sapporo, Sendai, Hiroshima et Fukuoka. Paradoxalement, la réussite de « Sas-Sen-Hiro-Fuku » a, selon Igarashi (*op. cit.*), conféré un rôle de « canal drainant » (*hōsuïro*) à Sapporo en particulier : ces villes attirent, pour un premier cycle d'études universitaires, les enfants des ménages vivant dans leur périphérie. Elles désertifient donc à leur échelle, sans pouvoir empêcher les diplômés de chercher ensuite des opportunités de recrutement à Tōkyō, Ōsaka-Kyōto-Kōbe et Nagoya.

La mobilité résidentielle des femmes au cœur des préoccupations de la « liste Masuda »

Pour étayer ses projections alarmistes, le rapport Masuda s'appuie sur deux indicateurs simples mais révélateurs : en premier lieu, il se fonde sur l'évolution tendancielle du nombre de femmes âgées de 15 à 39 ans dans chaque

commune et arrondissement de grande ville (*shi-ku-chō-son*) du Japon à partir des données du recensement de 2010, en tenant compte des directions prises par les mobilités résidentielles interdépartementales. Il propose également d'évaluer le nombre de naissances non survenues en comparant l'écart entre l'indice de fécondité des départements aux soldes migratoires négatifs et celui des départements aux soldes migratoires positifs, Tōkyō au premier chef. Cet indice est par ailleurs pondéré à l'aide des résultats des enquêtes d'opinion du ministère du Territoire, des infrastructures et des transports (MLIT) auprès d'un échantillon représentatif de la population japonaise en âge de procréer, qui interroge les personnes mariées et non mariées sur leur désir de se marier et d'avoir des enfants.

Il résulte de ces calculs que 896 municipalités (sur un total légèrement supérieur à 1 800 en 2010) pourraient voir leur population de jeunes femmes de 20-39 ans diminuer de moitié à l'horizon 2040. Ces 896 municipalités constituent la fameuse liste des « villes menacées de disparition ». Les auteurs du rapport, outre un cahier présentant leurs méthodes et leurs conclusions, ont mis à disposition du grand public leurs résultats détaillés, repris en partie dans le numéro de juin 2014 de *Sekai* : un fichier Excel donnant les indicateurs et les projections obtenues à l'horizon 2040 pour chaque municipalité est téléchargeable sur le site officiel du Conseil japonais des politiques publiques. Cette manière de « lister » les collectivités locales est probablement le facteur qui a le plus compté dans la diffusion du rapport. Masuda Hiroya et ses collègues reprochent à des instituts comme l'INPSS d'établir des projections démographiques pessimistes sans alerter en toute franchise les acteurs des territoires concernés et surtout de ne pas assez insister sur la force polarisante de Tōkyō, laissant ainsi trop d'espoir de relance à certaines

collectivités. Leur première recommandation phare est que la dépopulation doit être considérée comme une maladie chronique (*mansei shikkan*) dont il ne faut pas attendre une guérison rapide, mais qui cessera de faire souffrir grâce à des traitements précoces et continus. Il est indispensable que la conscience de cette maladie soit commune et non pas à géométrie variable, chaque collectivité s'imaginant qu'elle peut se développer en attirant des résidents dont sont alors privés d'autres territoires habités.

Ensuite, une carte réalisée par les auteurs du rapport, reproduite dans le numéro de juin 2014 du magazine *Chūō kōron*, révèle à la fois l'importance et la complexité de la dévitalisation des périphéries du Japon¹⁰. En effet, il apparaît que les communes les plus menacées ne sont pas nécessairement les plus distantes des hypercentres de la mégalopole. De nombreuses petites localités « retiennent » mieux leur population jeune du fait des opportunités d'emploi qu'elles proposent et des équipements éducatifs et médico-sociaux qu'elles gèrent, aux deux extrémités des parcours de vie : la petite enfance d'un côté, l'offre publique et privée de soins aux personnes âgées de l'autre. La conscience du déclin parvient ainsi plus clairement au niveau local parce qu'elle est différenciée spatialement grâce à un indicateur frappant.

Les enseignements de cette carte vont de pair avec la seconde recommandation phare du rapport : « *wakamono ya josei ga katsuyaku dekiru shakai* », « une société où les jeunes hommes et les jeunes femmes peuvent être actifs » dans tous les sens du terme. Prenant acte de l'écart entre le faible taux de natalité et

de nuptialité actuels et le désir de mariage et d'enfants partagés par un grand nombre de célibataires d'après une multitude d'enquêtes, le rapport Masuda s'intéresse aux moyens de lever les obstacles empêchant cette réalisation personnelle. Il s'accorde ici avec la défense des *womenomics* entamée par le gouvernement Abe, puisqu'il juge indispensable que les femmes mais aussi les hommes actifs puissent mieux équilibrer travail et emploi. Cette rupture avec la tradition d'une division genrée de l'emploi et de l'éducation des enfants au sein de la famille nucléaire réclame, selon les mots du rapport, des changements de mentalité que seule une politique intégrée et systémique peut enclencher. L'action ne doit pas venir uniquement des politiques publiques et du domaine de l'urbanisme (fourniture de services), mais aussi des acteurs du logement et surtout des entreprises elles-mêmes, qui doivent réguler les horaires de travail de leurs salariés. Enfin, les auteurs du rapport plaident pour une inversion des solidarités intergénérationnelles : l'entraide doit désormais aller des plus âgés vers les jeunes couples bi-actifs dont l'épouse ne peut plus à la fois se consacrer au soin des enfants et des (beaux-)parents. Parallèlement, le rapport soutient une réduction des exonérations d'impôts et des aides allouées aux femmes au foyer, au profit d'une hausse considérable des allocations versées à la naissance d'un deuxième puis d'un troisième enfant.

Or, cette possibilité d'équilibrage s'avèrerait plus facile hors des centres de la mégalopole qu'à l'intérieur de ceux-ci, parce que les femmes sont plus actives hors de la capitale. Les travaux menés par Igarashi Chikako sur Hokkaidō (présentés dans un article complémentaire de l'entretien avec Masuda Hiroya qui ouvre le dossier spécial du *Chūō kōron* de juin 2014) notent que le taux d'activité des femmes est significativement supérieur dans les zones agro-industrielles situées autour de la ville d'Obihiro au sud-est

¹⁰ Fait remarquable, la carte laisse en blanc les zones évacuées du département de Fukushima et les zones les plus sinistrées par le séisme, car les auteurs n'ont pu établir des projections fiables sur la base des tendances migratoires passées.

de Hokkaidō. Cette caractéristique s'explique par la proportion de femmes impliquées dans la gestion de fermes laitières, activité qu'elles peinent d'ailleurs à concilier avec le soin aux parents. Les femmes jouent un plus fort rôle économique : leur taux de départ à l'âge de l'entrée sur le marché du travail est inférieur à celui des hommes de 20-34 ans et se corèlle à celui des personnes âgées. Ces dernières préfèrent alors quitter les zones périphériques des villes de Hokkaidō pour leurs quartiers centraux, où la densité en établissements de soin et en services évite les risques d'isolement en cas de départ des enfants.

Les recommandations du rapport : quel réformisme ?

Si cet aspect du rapport est indéniablement considéré comme réformiste au Japon, il garde aux yeux d'un public européen – et des franges plus radicales de l'opinion publique japonaise ? – une dimension conservatrice qu'on lit en filigrane dans la construction des indicateurs retenus. Tout d'abord, le choix de se concentrer sur les mobilités féminines vient de ce que la présence des femmes conditionne la natalité. Celles-ci n'en paraissent pas moins réduites à leur statut de « ventre », dans la mesure où l'arrivée de migrant(e)s d'origine étrangère et non mari(é)s n'est pas abordée. Les auteurs du rapport ont probablement estimé que l'assouplissement des politiques d'immigration internationale n'irait pas jusqu'à compenser les effets démographiques des très faibles taux de natalité actuels¹¹. Dans le sillage de la sortie du rapport, les études qui ont repris l'idée de comblement de l'écart

¹¹ D'après un article du *Japan Times* en ligne, Masuda pense que le Japon doit ouvrir davantage ses portes à l'immigration, mais que la population japonaise rejette encore trop cette possibilité. Linda Sieg, « Population woes crowd Japan », *Japan Times* online, 21 juin 2014, <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/06/21/national/population-woes-crowd-japan/#.VIOXFuHets>.

entre taux de natalité réel et « espéré » (*kibō shusshōritsu*) effectuent leur calcul en incluant le pourcentage estimé de couples voulant un ou plus d'enfants et les individus non mariés qui aimeraient se marier puis – ou pour – avoir des enfants. L'hypothèse de naissances hors mariage est donc tacitement écartée. Ainsi, le rapport Masuda promeut un assouplissement de l'institution du mariage et de la famille, mais évacue les possibilités de déviation par rapport aux parcours matrimoniaux institués durant l'après-guerre.

Enfin, les principales critiques adressées à l'encontre du rapport Masuda ont concerné l'exagération de la force polarisante de la région capitale, dans la mesure où les migrations de retour vers les régions à partir de la mégalopole ne sont pas négligeables. Elles peuvent précisément augmenter du fait de la précarisation des carrières professionnelles au sein des générations nées après 1975¹². Les défenseurs comme les détracteurs du rapport Masuda n'ont pas manqué, en outre, d'ironiser sur les enjeux électoraux qui motivent le gouvernement Abe, récemment affaibli par l'annonce des chiffres économiques du troisième trimestre de 2014. En vue des élections locales de 2015 et de l'élection générale anticipée du 14 décembre 2014, présentées comme un référendum sur le premier bilan du gouvernement Abe, les élus locaux affiliés au Parti libéral-démocrate ont alerté l'exécutif sur la nécessité de calmer les bases électorales provinciales du parti, mises à l'épreuve par la liste Masuda.

L'annonce de la formation d'un secrétariat d'État chargé de la Revitalisation régionale a donc réactivé les débats incessants sur les réformes de la décentralisation. Dans sa critique du « trou noir à population » qu'est

¹² Voir Ōe Tadaaki, « Des municipalités 'en voie d'extinction' remplies de charme » (*Miryoku ni afureta 'shōmetsusuru shichōson*), *Sekai*, juin 2014, p. 81-92.

Tōkyō, le rapport Masuda rejoint des hommes politiques comme le maire d'Ōsaka, Hashimoto Tōru, qui accuse la capitale d'avoir bridé les traditions d'entrepreneuriat et le dynamisme de la deuxième ville du pays. Mais Hashimoto, à l'instar de nombreux édiles d'Ōsaka, s'attaque au contraire aux orientations jugées trop jacobines de l'État japonais : le système de subventions aux régions pèse selon eux encore trop sur les revenus engendrés par les territoires les plus urbanisés, à cause du poids disproportionné des circonscriptions rurales. Par ailleurs, l'analyste Michael Cucek, dans un billet de son blog intitulé *Shisaku*, souligne qu'une bonne partie de la population de Tōkyō ne voit guère d'intérêt à laisser sous perfusion des villes régionale qui vont mourir quoi qu'il advienne¹³. Si le but du rapport Masuda est d'aider les couples à mieux concilier emploi et éducation des enfants pour faire redémarrer la natalité, alors pourquoi ne pas concentrer les investissements là où ils travaillent et peinent à trouver des places en crèche, c'est-à-dire au cœur de la mégalopole, puisque les jeunes Japonais ont des raisons personnelles de ne pas la quitter ? Comme le signalent cependant les efforts entrepris par Masuda en tant que gouverneur, l'idée que la dépopulation impose à tous des sacrifices fait son chemin : à l'intérieur d'aires urbaines centralisées d'importance nationale ou régionale, il faudra « sélectionner et concentrer » (*sentaku to shūchū*) les investissements afin de valoriser les atouts locaux et survivre. Mais les outils fiscaux et réglementaires de cette gouvernance inter-aires et intra-aires urbaines ne font pas l'unanimité, ce qui est toutefois loin de représenter une spécificité du paysage politique japonais.

¹³ Entrée de blog citée : <http://shisaku.blogspot.fr/2014/07/the-two-new-ministers-for-mr-abe.html>.



2. Abeno Harukas, nouveau symbole d'Ōsaka, entre vieillissement de la population et redéveloppement commercial

- NICOLAS MORISHITA

Si le Tōkyō Sky Tree, avec ses 634 mètres, est de loin le plus haut édifice japonais, il constitue avant tout une tour de radiodiffusion, qui n'a jamais pu prétendre au titre honorifique de plus haut bâtiment du Japon. Depuis le 7 mars 2014, cette distinction n'appartient plus à la Landmark Tower de Yokohama, mais à la tour Abeno-Harukas située à Ōsaka, haute de 300 mètres, et qui améliore donc de 4 mètres le record de sa prédécesseure. Construite à l'initiative de la compagnie ferroviaire privée, *Kinki Nihon Railway* (*Kinki Nihon Tetsudō*, plus communément connue sous son diminutif de Kintetsu, cette tour a l'ambition d'être le nouveau symbole Ōsaka et le point de départ d'une renaissance tant pour la compagnie que pour le quartier où celle-ci se situe. Cette intention s'exprime clairement à travers le nom qui lui a été donné : Abeno-Harukas est ainsi composé du toponyme de l'arrondissement, Abeno, et d'un terme de vieux japonais, *harukasu*, qui signifie « éclairer », « illuminer ». Si la portée symbolique du projet repose bien évidemment sur le record de hauteur que marque cette tour, esquissant, trois ans après l'ouverture en grande pompe du Tōkyō Sky Tree¹⁴, une course à la hauteur, le moment

¹⁴ Pour une analyse du Tōkyō Sky Tree voir Raphaël Languillon, « Tokyo Sky Tree : derrière

auquel il intervient est tout autant significatif : les travaux de construction de la tour ont débuté en 2010, année du centenaire de Kintetsu.

Cependant, au-delà de ces ambitions et de cette symbolique, Abeno-Harukas est la matérialisation d'une stratégie formulée par Kintetsu pour répondre à une situation doublement critique : la baisse de la fréquentation de ses lignes ferroviaires depuis le début des années 1990 et la multiplication, dans le centre-ville Ōsaka, de projets de redéveloppement urbain autour d'espaces commerciaux à partir du milieu de la décennie suivante. Cette tour est un des éléments clés, si ce n'est la pièce maîtresse de la stratégie qui doit permettre au groupe Kintetsu de surmonter ces défis et de retrouver les « rails du succès ». Plus largement, c'est un exemple des difficultés rencontrés par la métropole d'Ōsaka et certains de ses acteurs privés, en l'occurrence les compagnies ferroviaires privées, face à la toute-puissance de Tōkyō. Pourquoi Kintetsu, une entreprise avant tout ferroviaire, s'est-elle lancée dans une telle entreprise, en apparence calquée sur les recettes du succès de la Sky Tree, un projet imaginé par la compagnie ferroviaire Tōbu qui opère dans la capitale ? Quelle place occupe Abeno-Harukas dans la stratégie établie par le groupe Kintetsu ? Quels sont les impacts de la construction de cette tour ? C'est à travers ces interrogations que nous analysons ici l'initiative de Kintetsu et son contexte. Mais, au préalable, il convient d'apporter quelques généralités sur les compagnies ferroviaires privées et leur implication dans le développement urbain japonais.

Les compagnies ferroviaires privées et l'urbanisme

Comparativement aux pays occidentaux le

le symbole, les enjeux de grands groupes privés », *Japan Analysis*, n° 29, mars 2013.

transport ferroviaire représente durant tout le XX^e siècle une part essentielle des modes de mobilité au Japon¹⁵. C'est notamment le cas dans les trois grandes agglomérations du pays (Tōkyō, Ōsaka et Nagoya) où, outre des opérateurs publics, existent des opérateurs privés : les *ōte minkan tetsudō*, ou grandes compagnies ferroviaires privées. Au nombre de 16¹⁶, ce sont des entreprises de tailles diverses, certaines constituant d'immenses groupes très diversifiés. Leurs activités ferroviaires s'exercent sur un territoire d'ampleur limitée, dont le toponyme se retrouve dans le nom de l'entreprise. Ce sont les héritières des entreprises qui ont participé à l'essor du système ferré japonais à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Le chemin de fer japonais ayant été largement constitué par des entreprises privées agissant dans un environnement de marché concurrentiel, il se trouve au début du XX^e siècle morcelé entre 43 entreprises fragilisées par la spéculation boursière. En 1906, le gouvernement décide de nationaliser et d'intégrer au réseau national 17 de ces 43 entreprises, celles qui disposent d'un réseau d'envergure nationale. Les compagnies de taille plus modeste conservent un statut privé, et se concentrent désormais dans les grandes agglomérations où, pour faire face à la faible progressivité de recettes ferroviaires bridées par la réglementation publique des tarifs, elles vont progressivement se diversifier. Le développement d'activités annexes au rail se fait dans le transport routier, mais aussi maritime et ferroviaire, l'immobilier, les loisirs et le tourisme, et la distribution. Les groupes ferroviaires se trouvent ainsi engagés dans des secteurs très divers puisqu'ils réalisent des opérations immobilières,

¹⁵ L'ensemble de cette partie s'appuie sur l'ouvrage de Natacha Aveline (2003), *La ville et le rail au Japon, L'expansion des groupes ferroviaires privés à Tōkyō et Ōsaka*, CNRS Éditions, coll. « Asie orientale », Paris, 238 p.

¹⁶ Elles étaient 15 à l'origine, mais on en compte 16 depuis la privatisation du métro de Tōkyō.

gèrent des parcs d'attraction, des théâtres et autres divers équipements culturels ou sont propriétaires d'équipes de base-ball professionnel. Ces activités sans lien apparent avec le rail ont à l'origine été développées pour stimuler et stabiliser la fréquentation des lignes ferroviaires, et sont donc localisées à proximité des voies ferrées. Les compagnies de chemin de fer privées sont ainsi devenues des acteurs du développement urbain japonais, en particulier en centre-ville où les gares terminus sont devenues des pôles urbains qui concentrent des activités commerciales et récréatives, et articulent d'importants flux de voyageurs. L'association entre fonction ferroviaire et fonction commerciale au sein des gares japonaises remonte à 1928, lorsque la compagnie Hankyū édifia à Umeda, la principale gare d'Osaka, le premier grand magasin de terminus. Désormais, la majorité des compagnies ferroviaires privées exploite une chaîne de grands magasins, et les activités de distribution sont une de leurs principales sources de revenus puisqu'elles représentent en moyenne plus du tiers du chiffre d'affaires des groupes ferroviaires.

Kintetsu : entre vieillissement de la population et guerre des grands magasins

L'histoire de Kintetsu, le maître d'ouvrage d'Abeno-Harukas, débute en 1910, lorsqu'est fondée la compagnie *Nara Railway*, du nom d'un département limitrophe d'Osaka. Après avoir changé de nom plusieurs fois au rythme des fusions, la compagnie adopte en 1944 son nom actuel de *Kinki Nihon Tetsudō*¹⁷. Kintetsu, une des plus grandes compagnies ferroviaires privées du Japon, constitue aujourd'hui un groupe de 154 entreprises impliquées bien au-delà du rail, dans l'immobilier, l'hôtellerie et les loisirs, la distribution, ainsi que de nombreuses autres

activités d'importance moindre. Le groupe rassemble ainsi des compagnies de transport routier (marchandises, bus, taxi), maritime et aérien, une chaîne d'hôtels, une chaîne de grands magasins, un parc d'attraction¹⁸. Son activité ferroviaire représente la troisième capitalisation du secteur, et elle possède le plus long réseau ferré privé du Japon avec 508 kilomètres. En revanche, son trafic de voyageurs, pris dans sa totalité annuelle comme en moyenne journalière, est inférieur à celui de la majorité de ses homologues de Tōkyō, et n'arrive d'ailleurs qu'en deuxième position dans le Kansai, la région d'Osaka, où elle est devancée par la Hankyū Corporation, dont le réseau n'est que de 144 kilomètres¹⁹.

Depuis le début des années 1990, les compagnies ferroviaires souffrent d'un contexte économique rythmé par les crises (dégonflement de la bulle immobilière, crise financière asiatique en 1997, crises des *subprimes*), et d'une contraction de leur trafic de voyageurs sous l'effet de la baisse de la natalité et du vieillissement démographique. L'ensemble des compagnies ferroviaires est confronté à ces tendances, et à plus forte raison celles de la région du Kansai²⁰ dont le dynamisme économique et démographique s'érode plus rapidement que la région du Kantō dont Tōkyō est le pôle, mais elles affectent tout particulièrement Kintetsu. En effet, entre 1991 et 2011, l'entreprise a vu son volume de voyageurs se réduire de 42 % ; seule *Hanshin Electric Railway*, elle aussi localisée dans le Kansai, fait pire. En revanche, aucune autre compagnie n'a vu ses recettes ferroviaires chuter aussi lourdement que

¹⁸ Plaquette de présentation de l'entreprise (kaisha annai panfuretto), kintetsu.co.jp.

¹⁹ Ministère du Territoire, des infrastructure, des transports et du tourisme, « Le chemin de fer en chiffres » (*Sūji de miru tetsudō*), publication annuelle.

²⁰ Il s'agit de la deuxième grande conurbation du Japon, centrée sur les villes d'Osaka, Kyōto et Kōbe.

celles de Kintetsu qui, sur la même période, ont baissé de 18 %²¹. En outre, alors qu'au milieu des années 2000, le trafic total des compagnies ferroviaires privées a connu une amélioration, celui de Kintetsu a poursuivi sa contraction. Des perspectives d'améliorations futures sont très peu envisageables, au regard des tendances démographiques nationales comme locales. En effet, à l'échelle nationale la population japonaise décroît depuis le milieu des années 2000, et le taux de fécondité est encore très loin du seuil de renouvellement. À cela s'ajoute l'orientation des flux de population, qui drainent les plus jeunes hors de zones rurales et à destination de Tōkyō principalement. Localement, les activités ferroviaires de Kintetsu ne bénéficient pas non plus de conditions favorables car, si son réseau est très étendu et relie les cinq départements d'Ōsaka, Kyōto, Nara, Mie et Aichi, il recouvre en fait des zones périurbaines situées dans l'aire d'influence des principales villes du Kansai, qui se vident et vieillissent sous l'effet des dynamiques démographiques évoquées précédemment²². Dans les cas extrêmes, certaines lignes mineures du réseau Kintetsu desservent des territoires durement concernés par l'exode rural, et ont vu leur fréquentation diminuer de moitié depuis le milieu des années 2000²³.

Dans ce contexte, les revenus tirés des activités non ferroviaires deviennent cruciaux. Cependant, celles-ci n'ont pas été épargnées non plus par les soubresauts économiques : l'immobilier a évidemment pâti de la fin de

²¹ Ministère du Territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme, *op. cit.*

²² La détermination de Kintetsu à ne plus être le « chemin de fer des vacances » repose sur Abeno-Harukas (Abeno-harukasu ni takusu datsu kankō tetsudō no shūnen), *Shūkan Tōyō keizai*, 14 décembre 2013, p. 92-93.

²³ Kinki Nihon Tetsudō, « Kinki Nihon Tetsudō, 100 ans d'histoire », (Kinki Nihon Tetsudō, hyaku nen no ayumi), 2010, p. 541.

la bulle, et la récurrence des crises a été durement ressentie par le tourisme et les loisirs. C'est là qu'intervient le deuxième problème : la multiplication des projets de redéveloppement urbain centrés sur l'offre de complexes commerciaux autour des principales gares d'Ōsaka²⁴. Au milieu des années 2000, de nombreuses enseignes annoncent des mises en chantier pour rénover ou agrandir leurs espaces commerciaux. Hankyū s'est ainsi lancée dans le complet renouvellement de son magasin terminal à Umeda, et est en outre impliquée dans le Grand Front, un important projet de redéveloppement commercial de la friche ouverte par le transfert de la gare de fret de *Japan Railway* (JR)²⁵. Deux autres grandes enseignes, Daimaru et Takashimaya, entreprennent des travaux d'agrandissement de leur magasin. La difficulté à laquelle fait face Kintetsu est double : d'une part, la surface commerciale des grands magasins va s'accroître et la concurrence s'exacerber dans un secteur primordial pour l'équilibre du groupe, et d'autre part elles se concentrent autour des deux principales gares d'Ōsaka, Umeda et Namba, au détriment d'Abeno qui est son terminal ferroviaire le plus important et où il possède depuis 1937 son principal grand magasin. Le groupe fait donc face à deux impératifs : être en mesure à la fois de se maintenir dans la compétition entre grands magasins tout en promouvant le dynamisme des arrondissements à proximité, gage du succès de son projet commercial. De manière analogue à la stratégie développée par les compagnies ferroviaires privées à partir de la première moitié du XX^e siècle, la perspective de voir le trafic ferroviaire s'améliorer sur les lignes au départ et à l'arrivée d'Abeno n'est pas

²⁴ « Projet de reconstruction du bâtiment terminal d'Abeno-bashi » (Abeno-bashi taminaru biru seibi *keikaku ni tsuite*), communiqué de presse du groupe Kintetsu du 8 août 2007 (kintetsu.co.jp).

²⁵ « Les gares à la poursuite du plus grand nombre de clients » (*kyakusō kakudai saguru eki chika*), *Nihon keizai shimbun*, 13 septembre 2012.

absente. Toutefois, elle semble venir au second plan. Toutefois, les quartiers autour d'Abeno n'ont pas été totalement tenus à l'écart de cette poussée des espaces marchands : un centre commercial a été ouvert en 2011, juste à côté de la gare de Kintetsu : il s'agit du *Cues Mall*, enseigne de la Tōkyū Corporation, une compagnie ferroviaire de... Tōkyō²⁶.

Abeno Harukas, pilier du renouveau

Le début des années 2000 représente donc pour le groupe Kintetsu une période de transition. Malmené par les crises des années 1990, il décide de se débarrasser de plusieurs activités dont la rentabilité s'affaissait. En 2003, il ferme le parc d'attraction de Fushimi Momoyama Castle Land situé en banlieue de Kyōto, dont la fréquentation souffrait de la baisse de la natalité. Ce parc d'attraction avait été ouvert en 1964, au beau milieu des années de haute croissance économique (1955-1973). L'année suivante, il se déleste de son équipe de baseball, les Kintetsu Buffaloes, qu'il fait fusionner avec une autre équipe d'Ōsaka. Le groupe entame ensuite une importante restructuration en fusionnant ses activités immobilières très affaiblies par le dégonflement de la bulle²⁷. C'est à l'issue de cette première vague de changements, destinée à assainir le groupe, que la stratégie qui mènera à la construction d'Abeno-Harukas, commence à prendre forme. En 2007, est adopté un plan stratégique de quatre ans dont l'objectif est de recentrer le groupe sur ses activités fondamentales que sont le rail, l'immobilier, la distribution et l'hôtellerie/loisirs, pour faire en sorte que 2010, année du centenaire, marque un nouveau départ pour l'entreprise. Il est notamment fait mention d'un programme de

rénovation des principales gares terminales de Kyōto, Nara, Yokkaichi et surtout Ōsaka, puisque le groupe annonce vouloir construire à Abeno le plus grand magasin terminal du Japon²⁸. Cet objectif, transversal aux grandes orientations du plan, devient un pilier du plan quadriennal suivant qui commence en 2010 et s'achève en 2014, année de l'inauguration d'Abeno-Harukas. L'orientation stratégique du plan consiste à poursuivre le renforcement des fondamentaux du groupe sur lesquels celui-ci assurera sa prospérité future. Il fait clairement référence à la nécessité de s'adapter à un nouvel environnement marqué par la baisse de la natalité et la contraction démographique en rompant avec les dispositifs adoptés pendant la période de Haute Croissance (1955-1973). Manifestation aussi symbolique que significative de cette rupture, l'activité ferroviaire est reléguée en deuxième position des projets à mener pendant la durée du plan ; d'ailleurs, l'accent n'est plus mis sur le « hard » infrastructurel, soit l'extension ou l'amélioration du réseau (c'était encore le cas dans le plan précédent), mais sur le « soft » organisationnel, avec une refonte des horaires des trains en fonction de la demande. En tête des projets de ce nouveau plan stratégique apparaît désormais le programme de redéveloppement des trois gares terminales de Uehonmachi et Abeno-Tennōji à Ōsaka, ainsi que celle de Kyōto²⁹. S'il n'est pas le seul projet de ce type, Abeno-Harukas est celui sur lequel Kintetsu investit le plus d'espérance car il doit l'aider à réaffirmer sa puissance, d'un point de vue symbolique et fonctionnel, puisqu'il réunit en un bâtiment les quatre principales activités du groupe (rail, distribution, immobilier, tourisme).

C'est en août 2007 que Kintetsu rend publique

²⁶ Les attentes de l'arrondissement d'Abeno envers Harukasu-nomics (Abeno kitai harukasu-nomikusu), *Asahi shimbun*, 12 juin 2013.

²⁷ Kinki Nihon Tetsudō, « Kinki Nihon Tetsudō, 100 ans d'histoire », (*Kinki Nihon Tetsudō, hyaku nen no ayumi*), 2010, p. 498-504.

²⁸ Plan prévisionnel stratégique du groupe Kintetsu (2007-2010) (*Kintetsu gurūpu keiei keikaku* (kintetsu.co.jp)).

²⁹ Plan prévisionnel stratégique du groupe Kintetsu (2010-2014) (*Kintetsu gurūpu keiei keikaku* (kintetsu.co.jp)).

son intention d'investir 130 milliards de yens pour reconstruire son principal magasin terminal et en faire le bâtiment le plus élevé du Japon³⁰. Le design extérieur est confié à César Pelli³¹, un « starchitecte » qui a déjà à son actif de nombreux gratte-ciel à travers le monde, le reste de la maîtrise d'œuvre revenant un consortium mené par la Takenaka Corporation. Cette dernière présente Abeno-Harukas comme étant non pas un simple bâtiment, mais un concentré en trois dimensions de multiples fonctions urbaines : en une tour de 60 étages sont ainsi réunis une gare, un grand magasin, un musée, des bureaux, un hôtel, le tout surmonté d'un observatoire³². Remarquons d'emblée que les logements et les habitants ont été complètement évacués de cette ville en trois dimensions, où ils ont été remplacés par les touristes et les clients, ou en un mot, les consommateurs. Le grand magasin terminal, géré directement par Kintetsu, a été doté d'une surface commerciale de 100 000 m², ce qui en fait le plus grand du Japon et renforce largement sa capacité d'attraction. L'observatoire situé entre les 58^e et 60^e étages est un autre atout sur lequel Kintetsu compte pour maximiser la fréquentation de son établissement puisqu'il offre un panorama jusqu'alors inexistant sur la métropole d'Ōsaka. Toujours dans cette optique, des interactions entre les diverses fonctions ont été établies : les clients de l'hôtel se voient offrir la possibilité d'accéder à l'observatoire gratuitement et tôt le matin pour bénéficier seuls du panorama³³. Abeno

Harukas semble avoir été conçu jusque dans ses détails comme une attraction commerciale et touristique sur laquelle le groupe Kintetsu fonde de grands espoirs : dès la première année d'exploitation, 47,4 millions de visiteurs sont attendus³⁴.

Abeno Harukas, outil de promotion urbaine

Le deuxième volet de la stratégie de Kintetsu est la promotion urbaine des quartiers d'Abeno-Tennōji. Pour que son projet commercial fonctionne, Kintetsu a besoin de s'assurer que le secteur où il investit ne soit plus perçu comme un simple lieu de passage, mais comme un espace de divertissement et de consommation³⁵. La tour Abeno-Harukas se trouve tout au nord de l'arrondissement d'Abeno, et est séparée de celui de Tennōji par une route et la Ōsaka *Loop Line*, une voie ferrée circulaire qui délimite les arrondissements centraux de la ville : elle remplit une fonction similaire à la Yamanote Line à Tōkyō ou au périphérique parisien. Ce point de contact entre les deux arrondissements est, depuis les années 1970, le troisième nœud urbain d'Ōsaka avec sept lignes de chemins de fer et de métro et un trafic d'environ 800 000 passagers par jour. Les deux premiers pôles, Umeda (2,5 millions de passagers par jour) et Namba (1 million de passagers par jour) sont tous deux situés un peu plus au Nord. Dès les années 1970, Kintetsu a tenté de tirer parti de cet emplacement en agrandissant les surfaces commerciales qu'il possédait pour faire d'Abeno-Tennōji un centre urbain sur le modèle d'Umeda. Cette opération, qui

³⁰ « Projet de reconstruction du bâtiment terminal d'Abeno-bashi » (*Abeno-bashi taminaru biru seibi keikaku ni tsuite*), communiqué de presse du groupe Kintetsu du 8 août 2007 (kintetsu.co.jp).

³¹ *Ibid.*

³² <http://www.abeno.project-takenaka.com/design/de-01.php>

³³ « Les mutations du Kansai : vers un chassé-croisé de clients », (*Senkyaku banrai e kansai shinka*), *Nihon keizai shimbun*, 3 mars 2014).

³⁴ « La bataille du Kansai pour l'attraction urbaine » (*Machi no inryoku kisou Kansai*), *Nihon keizai shimbun*, 25 novembre 2013.

³⁵ La détermination de Kintetsu à ne plus être le « chemin de fer des vacances » repose sur Abeno-Harukas (*Abeno-harukasu ni takusu datsu kankō tetsudō no shūnen*), *Shūkan Tōyō keizai*, 14 décembre 2013, p. 92-93.

était déjà à l'époque une réponse à la crise économique postérieure au choc pétrolier de 1973, et visait la sauvegarde des recettes du groupe, fut néanmoins une déception car le développement de surfaces commerciales se limita à la portion congrue. Une réalité qui s'observe dans une « verticalisation » du bâti inférieure par rapport à Umeda et Namba. De ce fait, Abeno-Tennōji est resté dans l'ombre et a conservé l'image d'un lieu de transit. Kintetsu entend y remédier précisément avec la construction d'Abeno-Harukas. La motivation du groupe est avant tout stratégique : il s'agit d'éviter qu'Osaka ne se polarise davantage autour des principales gares que sont Umeda, où Kintetsu est absent, et Namba, où il n'est qu'un acteur secondaire, alors qu'il est un acteur de premier plan à Abeno-Tennōji. L'ambition du groupe est ainsi de faire de ce quartier la porte d'entrée sud de la ville.

Le contexte dans lequel Kintetsu entreprend la construction de sa tour est en outre plus favorable que celui des années 1970-1980. Le groupe bénéficie en effet du quasi-aboutissement du projet de redéveloppement d'Abeno, un colossal et très dispendieux projet de requalification urbaine, que la municipalité d'Osaka a lancé sur un terrain de 28 hectares qui jouxte le terminal ferroviaire de Kintetsu³⁶. Cette opération a substitué à un tissu urbain dense et constitué de bâtiment en bois de faible hauteur des immeubles modernes d'une hauteur supérieure, tout en permettant d'attirer de nouvelles fonctions urbaines. Aux logements, s'ajoute désormais un hôpital universitaire, une faculté de médecine, un cinéma et le centre commercial *Cues Mall*. Un autre atout se trouve être la politique gouvernementale de soutien au redéveloppement urbain des grandes métropoles. Mise en place en 2002 avec l'adoption d'une « loi de renaissance urbaine »,

cette politique se donne pour objectif de stimuler l'attractivité internationale des grandes métropoles japonaises, présentées comme les locomotives de l'économie nationale, pour leur permettre de maintenir leur dynamisme économique au sein de l'essor économique asiatique. À cette fin, la loi désigne des zones dans lesquelles le secteur privé est encouragé à lancer des projets de renaissance urbaine grâce à diverses dérégulations, notamment les coefficients d'occupation des sols³⁷. Kintetsu profite directement de cette loi, puisqu'en 2007, la municipalité d'Osaka délimite une zone de 21 hectares au nord de l'arrondissement d'Abeno. Le tracé semble avoir été fait sur mesure pour Kintetsu : il englobe en effet les terrains concernés par Abeno-Harukas et deux autres équipements commerciaux de Kintetsu situés juste au sud de la tour, ainsi que le *Cues Mall*, mais écarte la gare JR de Tennōji. L'objectif de faire d'Abeno-Tennōji la porte d'entrée Sud d'Osakase trouve par ailleurs favorisé par la jonction directe avec l'aéroport international du Kansai. La gare JR de Tennōji est le premier arrêt des trains express qui relie l'aéroport aux principales gares des villes d'Osaka et Kyōto.

S'il est encore trop tôt pour évaluer les effets d'Abeno-Harukas sur les arrondissements qui l'entourent, certains signes plutôt positifs n'ont pas tardé à se manifester. Ainsi, dès 2012, certains signaux attestaient d'une évolution de l'image des arrondissements d'Abeno et Tennōji. Ce dernier est passé de la 10^e place à la 4^e place dans le classement des quartiers (gares) où les habitants d'Osaka voudraient vivre, selon des enquêtes municipales. Par ailleurs, Tennōji est un des arrondissements de cette ville qui profite le plus du mouvement de retour en centre-ville (*toshin kaiki*) à l'œuvre depuis le milieu des années 1990. Cette attractivité renforcée se traduit par une hausse

³⁶ <http://www.city.osaka.lg.jp/toshiseibi/page/0000021614.html>.

³⁷ http://www.mlit.go.jp/toshi/crd_machi_tk_000008.html.

des prix fonciers : en 2012, l'arrondissement d'Ōsaka dont les valeurs foncières résidentielles et commerciales ont le plus augmenté était Tennōji³⁸. Si ce dernier a été dans un premier temps le principal bénéficiaire de ces dynamiques, l'arrondissement d'Abeno semble rattraper son retard : en 2013 il a marqué la plus forte hausse des valeurs foncières d'Ōsaka avec 28,9 %³⁹. À cela s'ajoute un boom des constructions de nouveaux immeubles dans un rayon de 2 kilomètres autour d'Abeno-Harukas, amenant certains à parler de la bulle d'Abeno. Des indicateurs laissent entrevoir une éventuelle gentrification de ces quartiers puisque les nouveaux acquéreurs de logements sont principalement des jeunes couples avec enfants⁴⁰.

Au premier abord, la volonté de Kintetsu de modifier le profil d'Abeno-Tennōji a été atteinte. Visuellement, d'abord, Abeno-Harukas inscrit très clairement ces quartiers dans le paysage urbain rénové d'Ōsaka. Ensuite, les surfaces de bureau proposées par Abeno-Harukas ont attiré dans le quartier des grandes entreprises comme Sharp⁴¹ ou Kepco (Kansai Electric Power Company), un hôtel de rang international (Marriott) et de démultiplier les surfaces commerciales. Ainsi, outre les 100 000 m² de surface commerciale d'Abeno-Harukas, Kintetsu est aussi propriétaire de deux autres centres commerciaux situés juste au sud et d'une surface de 14 000 m² chacun. Si l'ajoute les 69 000 m² du *Cues Mall*, et les

22 000 m² du centre commercial situé au-dessus de la gare de Tennōji, le pôle ferroviaire d'Abeno-Tennōji possède désormais un total de 219 000 m² de surface commerciale.

Conclusion

Dans l'ensemble, la presse a fait une évaluation plutôt enthousiaste d'Abeno-Harukas, certains y voyant un moyen de redynamiser le Kansai et de faire face à l'attraction toujours plus grande de Tōkyō. Cependant, quelques incertitudes entourent encore l'aboutissement de la stratégie de Kintetsu. Dès 2005, soit deux ans avant l'annonce du projet de Kintetsu, la Development Bank of Japan (*Nihon seisaku tōshi ginkō*) évoquait ses inquiétudes envers la multiplication des opérations de redéveloppement commercial. Dans une note intitulée « Ōsaka : la problématique année 2011 », la banque expliquait comment la brusque hausse des surfaces commerciales des grands magasins qui se profilait pour 2011 allait accentuer une concurrence susceptible de faire des victimes⁴². Une prévision d'autant plus d'actualité aujourd'hui que la hausse de la TVA a provoqué une contraction de la demande et jeté un voile d'ombre sur la politique économique du gouvernement Abe.

La stratégie qui a mené à la construction d'Abeno-Harukas s'inscrit dans la lignée des méthodes développées par les ōtemintetsu au cours du XX^e siècle. Ce n'est d'ailleurs, pas la première fois que Kintetsu projette de construire une tour à cet emplacement. En 1988, le groupe avait imaginé, sans jamais le rendre public, un projet qui fleurait bon l'époque de la bulle immobilière : construire un stade de baseball de 50 000 places surmonté d'une tour de plus de 1 000 mètres de haut⁴³.

³⁸ Les évolutions d'Ōsaka à travers les disparités des prix fonciers (*kawaru Ōsaka chika ni metan*), *Asahi shinbun*, 20 septembre 2012.

³⁹ <http://www.tochidai.info/osaka/osaka/>.

⁴⁰ La bulle d'Abeno (*Abeno baburu kukkiri*), *Asahi shinbun*, 1^{er} juillet 2014.

⁴¹ Sharp transfère à Harukas ses activités de commercialisation d'appareils électroménagers (*shāpu kaden eigyō harukasu ni iten e*), *Yomiuri shinbun*, 30 mai 2014.

⁴² « Ōsaka : la problématique année 2011 » (Ōsaka ni sen jūichi nen mondai nitsuite), Development Bank of Japan.

⁴³ Le chimérique projet de tour d'Ōsaka (Ōsaka

Les projets de grandes tours commençaient à se faire plus nombreux, c'est d'ailleurs à ce moment que fut entreprise la Landmark Tower de Yokohama, qui ne vit cependant pas le jour. C'est vingt-cinq ans plus tard que l'ambition longtemps poursuivie par Kintetsu, faire d'Abeno-Tennōji un pôle urbain d'Ōsaka à part entière, sera réalisée. Ce projet a reçu une certaine attention, mais cela permettra-t-il à Ōsaka de s'affirmer face à Tōkyō, qui se prépare à renforcer son statut de ville globale en organisant les Jeux olympiques de 2020 ?



3. Entretien entre Koizumi Shinjirō, Suda Yoshiaki et Masuda Hiroya, « L'aire métropolitaine de Tōkyō comme les régions sinistrées ont des pieds d'argile » [Tōkyō tsūkinken mo hisaichi mo ashimoto kara kuzureteiru], Chūō kōron, juillet 2014, p. 26-37

- Traduction de Sophie Buhnik

Le premier des intervenants présentés est Koizumi Shinjirō : fils de l'ancien Premier ministre éponyme, né en 1981, il est diplômé en économie de l'université Kantō et a suivi une formation en sciences politiques à l'université Columbia. Au terme des élections générales de 2009, il est élu député de la 11^e circonscription du département de Kanagawa, succédant à son père qui était le détenteur du siège jusqu'en 2008. Réélu en 2012, ses campagnes successives pour la reconstruction des zones détruites par le séisme du 11 mars 2011 lui valent d'être nommé secrétaire parlementaire pour la reconstruction du Tōhoku. À l'instar de son père, il n'hésite pas à critiquer le fonctionnement interne du Parti libéral-démocrate ou des mesures prises par le gouvernement Abe.

Suda Yoshiaki est né en 1972. Diplômé en management de l'université Meiji, il a exercé des responsabilités en entreprise avant d'être élu en 1999 député du département de Miyagi. Il est devenu en novembre 2011 le maire de la ville d'Onagawa, l'une des plus affectées par le séisme et le tsunami du 11 mars de la même année, où se trouve aussi la centrale nucléaire

ni maboroshi no tawā kōsō), *Nihon keizai shimbun*, 21 mai 2012.

d'Onagawa.

Masuda Hiroya, né à Tōkyō en 1951, est diplômé en droit de l'université de Tōkyō. Il a été gouverneur du département d'Iwate de 1995 à 2007, avant d'exercer des fonctions de ministre des Affaires intérieures et de la communication (Sōmushō) d'août 2007 à septembre 2008 sous le gouvernement Fukuda, sans être membre de la Diète. Devenu président du Conseil japonais des politiques publiques et responsable en particulier de sa section sur les problèmes de dépopulation, il est également professeur invité à l'université de Tōkyō et consultant pour l'institut Nomura.

Des projections démographiques d'une grande fiabilité

Koizumi : Voilà des chiffres puissants, c'est la première impression que j'ai eue en voyant la « liste Masuda » – comme on la surnomme aujourd'hui – publiée par le groupe de travail sur les problèmes de dépopulation du Conseil japonais des politiques publiques. Même si des changements dans la population des jeunes femmes âgées de 20 à 39 ans étaient prévisibles dans toutes les collectivités locales, du Hokkaidō à Okinawa, l'impact des chiffres sortis n'en est pas moins grand.

Suda : La petite ville d'Onagawa⁴⁴ dont je suis maire a son nom sur la liste des « municipalités menacées d'extinction ». Grâce à des enquêtes locales faites dès avant le séisme nous étions préparés à ces chiffres, mais je ne m'attendais pas à ce qu'une situation aussi difficile se diffuse à tout le Japon, des centres-villes jusqu'aux campagnes. Ce fut un choc de le lire.

Koizumi : Mon district électoral, formé des villes

⁴⁴ La ville d'Onagawa a été classée *chō* (ville de 10 à 50 000 habitants) d'après les catégories créées par la loi d'autonomie locale de 1947. Elle compte 10 723 habitants au recensement de 2005.

de Yokosuka et Miura dans le département de Kanagawa, est accessible depuis le centre de Tōkyō en une heure de train environ, et son image de territoire urbain n'est donc pas à faire. Pourtant, il est prévu que la population [de femmes] décline de 41,9 % à Yokosuka, et jusqu'à un taux extrême de 57,9 % à Miura. On n'est donc pas très loin du taux de 59 % attendu à Onagawa, qui fait partie du Tōhoku. Le déclin de la population japonaise va bien au-delà d'une désertification régionale, il est déjà aux pieds de la région métropolitaine de Tōkyō.

Suda : Ce n'est jamais l'affaire de quelqu'un d'autre. Il faut d'abord que l'État commence à s'attaquer de front à ce problème.

Masuda : Depuis que la liste est sortie, j'ai pu entendre toutes sortes de réactions. Parmi elles, des voix disant « n'est-ce pas exagéré ? » se sont élevées, mais cette fois-ci nos projections de population, comparées aux prévisions économiques par exemple, présentent des chiffres d'une grande fiabilité. Je peux même dire que c'est l'une des projections les plus sûres, parmi toutes celles qui sont actuellement publiées au Japon. Je pense qu'il faut plutôt se soucier des conséquences encore plus sévères que nous allons subir, si rien n'est fait. En lien avec ce que monsieur Suda a dit, on savait jusqu'ici vaguement que la population des petites villes déclinait, or si on regarde la liste, on prend réellement conscience que la même chose se produit dans les collectivités locales lointaines. En observant la question de la dépopulation à l'échelle des collectivités, on peut déjà avoir une base de réflexions commune.

Le dépeuplement devient une précondition de la reconstruction

Koizumi : On dit que les régions sinistrées du Tōhoku représentent le futur du Japon.

Cela s'applique parfaitement au problème de la baisse de la population. [...] Si l'on refait des enquêtes fondées sur les résultats du recensement de l'an prochain, n'est-il pas envisageable que l'on obtienne des résultats encore plus sévères ?

Masuda : Ce que vous dites est vrai. Comme les prévisions actuelles se fondent sur les résultats du recensement de 2010, les effets du séisme de 2011 ne sont pas pris en compte (...).

Suda : Mon sentiment est que la réalité sera plus sévère si cela continue de la sorte. Pour éviter qu'elle ne se concrétise, il faut impérativement faire avancer les opérations de reconstruction. Si nous touchons au cas d'Onagawa, comme il était évident de donner la priorité à la reconstruction de la vie quotidienne des habitants (à commencer par la sécurisation de leur logement), des examens ont été menés en gardant toujours à l'esprit des interrogations sur la forme future de la structure urbaine, telles que « A quoi doit ressembler la structure d'une petite ville régionale dans 30 ans ? ». On projette de créer une ville compacte destinée à concentrer les flux de population en se fondant sur des tendances démographiques négatives, et ce qui importe encore plus ici, à mon sens, est que nous ne savons pas si cette idée sera toujours valable ou pas dans une dizaine d'années. [...]

Koizumi : [...] Dans le même temps, le séisme et l'accident à la centrale de Fukushima ne sont rien d'autre que des événements qui ont radicalisé les problèmes qui existaient déjà depuis longtemps dans ces territoires. A cette occasion, si les efforts de reconstructions ne résolvent pas ces problèmes structurels en priorité, alors le danger est grand de se retrouver avec des « régions qui ont été reconstruites tout en gardant – et en accentuant – leurs points faibles d'avant la catastrophe ».

Suda : [...] Récemment, dans un document télévisuel, le propriétaire d'un très ancien magasin de kamaboko [un pâté de poisson] d'Onagawa, quatrième descendant de cette famille, a déclaré que « nous allons dans un sens opposé à celui de Tōkyō ». Je trouve qu'il s'agit d'un message très représentatif. Quel que soit le lieu, il y a au moins une chose qui n'appartient qu'à lui. Une production locale, un charme, une histoire, les manières de vivre des gens... Comme il est irrationnel de chercher à hiérarchiser tout et n'importe quoi, faire usage de ces spécificités, valoriser les caractéristiques de ces régions différentes de Tōkyō, est une manière de voir les choses à mon sens essentielle.

Masuda : Des opérations de reconstruction qui rendraient à leur état d'avant la crise des zones sinistrées par des séismes et des typhons ont été tentées un nombre incalculable de fois. Accroître la population, développer l'économie, telles en étaient les préconditions. Mais dans le Tōhoku d'aujourd'hui, se dessine pour la première fois le portrait d'une reconstruction dans un contexte de déclin entamé de la population japonaise et de macrocéphalie renforcée de Tōkyō. A un tel moment, entendre des mots tels que « faisons le contraire de Tōkyō » est extrêmement encourageant. [...]

Koizumi : En 2010, le *depāto* de ma ville natale de Yokosuka, qui était une véritable institution locale, a considérablement réduit la taille de sa surface de vente. [...] Je dis aux gens de ma ville: « Si vous voulez faire des courses dans un grand magasin, vous pouvez aller à Tōkyō. Il faut ne pas se lamenter sur ce qui a disparu, et réfléchir sérieusement à un urbanisme qui ne se trouve pas à Tōkyō ».

Suda : D'abord, je pense qu'il faut commencer par se débarrasser des discours sur un « développement territorial équilibré » (*kinkō aru kokudo no hatten*), parce qu'un tel

égalité ne se réalise jamais. Cependant, ne faire que chanter « nous sommes vraiment uniques » et de penser des slogans qui disent que « ce n'est pas la peine d'être le number one », ou « ça ira même si nous ne faisons pas d'effort », constitue un problème. Je pense comme le refrain de cette chanson, « pour faire fleurir ne serait-ce que cette fleur, je dois y mettre toutes mes forces »⁴⁵. [...]

Comment faire accepter la décroissance aux habitants ?

Koizumi : [...] Avec la sortie de cette liste, j'ai compris que ma propre ville est exposée au danger de la dépopulation. Mais que faire ? Au moment de réfléchir à un changement de nos politiques publiques traditionnelles, à de nouvelles manières de construire la vie citadine (*machizukuri*), le responsable d'une collectivité est confronté au problème suivant : comment obtenir l'agrément des habitants ? Je crois qu'à Onagawa, on est parvenu à bien obtenir cet accord au milieu même de la catastrophe. [...]

Masuda : Cela signifie que la démocratie est mise à l'épreuve. Si l'on se met à débattre sur les moyens de supporter l'augmentation des charges, de mener à bien la décroissance, on tend à prendre le chemin de la moindre résistance.

Suda : Afin de modifier le plan original d'occupation des sols de notre ville, y compris la construction de logements temporaires à l'extérieur de la ville, nous avons organisé une quarantaine de réunions d'information avec les habitants.

Masuda : Vous dites cela d'un ton détaché, mais l'organisation d'une quarantaine de réunions plénières demande une énergie considérable !

Suda : Durant ces conférences, j'ai parlé de trois choses destinées à faire émerger une vision concrète de la reconstruction. En premier lieu, j'ai dit que « la majorité des fonds pour la reconstruction sont publics, et si l'on se fonde donc sur le fait que la reconstruction repose sur les épaules du peuple entier (payant 800 yen par personne si 100 milliards de yen sont versés, 1600 yen au cas où le coût de la reconstruction monte à 200 milliards), il n'est pas possible de croire que l'on peut faire ce que l'on veut, au motif qu'il s'agit d'argent public. Ensuite, j'ai dit qu'il « n'est pas seulement question d'une reconstruction centrée sur la fabrication de zones résidentielles sûres. A travers ces programmes, c'est la création d'une ville qui sera transmise aux générations futures qui est en jeu. Il est donc primordial d'aller au-delà du présent en regardant une image du futur qui ne se résume pas à ce que l'on voit maintenant. Enfin, nous avons donc cherché à faire émerger une conscience collective des défis posés par la reconstruction : toutes les parties concernées, à titre individuel et ensemble, doivent s'y confronter, et si elles ne prennent pas d'elles-mêmes des initiatives, les mains qui les soutiennent s'en distancieront ». [...]

Koizumi : Dans les régions sinistrées se trouvent des collectivités locales régulièrement confrontées à l'adversité, et qui ont de ce fait surmonté des problèmes difficiles. Est-ce qu'elles ne pourraient pas devenir un modèle pour l'ensemble des collectivités locales du pays qui seront confrontées aux mêmes défis, au fur et à mesure que le dépeuplement du Japon progressera ?

⁴⁵ Suda Yoshiaki se réfère ici à des extraits de la chanson *Sekai ni hitotsu dake no hana* (« une seule fleur au monde ») du groupe SMAP, qui a connu un très gros succès durant les années 2000. Les paroles disent que l'on n'a pas besoin d'être numéro un, mais plutôt quelqu'un de spécial dans le bon sens du terme.

Suda : Mais il est nécessaire de voir les spécificités d'Onagawa. Plus de 70% des bâtiments de notre ville ont été submergés par le tsunami. Ils se trouvent donc plus logiquement dans cette posture [d'acceptation de la décroissance].
[...]

Une version moderne du *sankin-kōtai*⁴⁶ pour une vision à la fois régionale et nationale des problèmes posés par la dépopulation ?

Koizumi : l'Etat concrétise des politiques qui donnent plus clairement la priorité à la question de la dépopulation (en tant que défi national le plus lourd à relever), tandis que les collectivités régionales, en travaillant de concert, se creusent la tête pour trouver de nouvelles directions à prendre. En un tel moment, la clé du succès ou de l'échec de ces initiatives réside dans les hommes. Mais y a-t-il vraiment les ressources humaines nécessaires dans les régions ?

Masuda : c'est bien là le problème !

Koizumi : L'autre jour, quand je m'entretenais avec des élus régionaux, ils me parlaient de jeunes gens tout à fait compétents qui une fois rendus à Kasumigaseki⁴⁷, ne revenaient plus dans leur lieu d'origine. Il faut impérativement réfléchir à la création d'un mécanisme grâce auquel ces jeunes talents joueraient un rôle de pont avec leur région, pourquoi n'existe-t-il pas ? Ceci est ma conscience du problème. Des fonctionnaires d'Etat retournant en région, et des élus locaux travaillant au contraire à

⁴⁶ Le mot *sankin-kōtai* désigne le système de double-résidence mis en place dès les débuts du shōgunat des Tokugawa pour affermir son contrôle sur les fiefs seigneuriaux : une année sur deux, les *daimyō* (seigneurs) et leur famille devaient résider à Tōkyō.

⁴⁷ Quartier de Tōkyō connu pour accueillir la plupart des sièges de ministères.

Kasumigaseki : c'est en assimilant ainsi tout le système de fonctionnement et la législation de l'Etat central, des départements (*todōfuken*) et des communes qu'ils arriveront à acquérir des compétences pour élaborer les politiques.[...]

Suda : le système du *sankin-kōtai* qui avait cours durant la période Edō exerçait sans doute une pression trop forte sur les finances des domaines seigneuriaux, mais le fait de se rendre à Edō à intervalles réguliers, représentait une bonne opportunité de revenir dans son fief en ayant pris conscience de ce qui se tramait dans la capitale. Comme vous le dites, il est essentiel d'embrasser les enjeux nationaux et locaux ensemble, et il faut donc accélérer la systématisation de ce type de vision intégrée des problèmes.
[...]

Solutions pour stopper les migrations vers Tōkyō

Masuda : Selon le pire scénario que nous avons imaginé, les flux de population des régions vers la capitale ne s'arrêtent pas, de sorte que les villes régionales disparaissent, tandis que le surpeuplement de la capitale demeure, formant ainsi une « société des extrêmes ». Pour éviter cela, il est indispensable que les régions possèdent des « fonctions de barrage » fixant la population, soit concrètement, des « points d'appui urbains » [ou des « villes-hubs »] exerçant une attractivité à l'échelle régionale.

Si par exemple il y a des emplois à Sendai, les habitants d'Onagawa peuvent s'y rendre au quotidien. Même s'ils déménagent à Sendai et y habitent, le week-end ils rendent visite à leurs parents qui résident à Onagawa pour s'occuper d'eux, ce qui aura, je pense, des incidences sur les structures de soin (et le coût qu'elles représentent pour les communes).
[...]

Suda : Le fait de développer des villes « points d'appui » signifie aussi qu'Onagawa entre dans la catégorie des villes « qui ne sont pas des *hubs* », mais dans un sens cela nous arrange. Si l'on se place de mon point de vue concret de personne impliquée dans la reconstruction d'Onagawa, je dois me demander comment on aménage « notre ville au sein de l'aire urbaine d'Ishinomaki » en même temps qu'une ville compacte praticable par ses propres habitants.



4. Horiuchi Shigeto, « La garantie du 'droit à se déplacer' soutiendra le potentiel de développement local » [‘Idōsuru kenri’ no hoshō ga chiiki no kanōsei wo hiraku], *Sekai*, octobre 2014, p.105-111

- Traduction de Sophie Buhnik

Horiuchi Shigeto, né en 1967, est un expert et un critique renommé des politiques de transport. Il a achevé un cursus de Master spécialisé en sciences de la gestion à l'université Ritsumeikan (Kyōto). Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont La suppression des transports en commun et les bus de substitution (Tetsudō, rosen no haishi to daitai basu) aux éditions Tōkyō dōshuppan, et Comment créer des lignes locales dynamiques (Genki na rōkarusen no tsukurikata) aux éditions Gakugei shuppankai.

Qu'apporterait aux régions la suppression des réseaux de transport publics ?

Le transport est devenu un besoin aussi important que celui de manger, de se vêtir et d'avoir un toit. Le transport ne fait pas que revitaliser les économies locales en assurant le déplacement des hommes et des biens, il est aussi le moyen d'une communication reliant les hommes et les esprits. Dans le contexte d'une société très vieillissante et à faible taux de natalité, caractérisée par une augmentation prévisible du nombre de personnes âgées ne pouvant conduire une voiture, le besoin de transport public se ressentira d'autant plus.

Le monde du transport était un secteur fortement contrôlé, mais à l'orée des années 2000, des mesures de dérégulation ont commencé à se succéder les unes après les autres. Sous l'effet d'une révision de la loi sur les activités ferroviaires entrée en vigueur en mars 2000, les dispositifs de contrôle relatifs au retrait des lignes non rentables ont été assouplis : des « mesure de notification » ont rendu possible la suppression de lignes déficitaires sur la seule base du jugement des opérateurs. Lorsque les segments ferroviaires fermés peuvent être remplacés par des lignes de bus, le fait que ces bus aient des horaires moins fixes que ceux des trains, le confort moindre du trajet, la hausse du prix des tickets ou le manque d'abris, de toilettes et de bancs aux stations constituent autant de raisons pour lesquelles le nombre d'usagers décline par rapport à la période de domination du rail. [...] De ce fait, des zones non couvertes par les transports publics (où il n'y a pas même des bus de substitution) ont émergé sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce type de zone, les déplacements des collégiens et lycéens vers leur établissement ainsi que les passages à l'hôpital réguliers⁴⁸ des personnes âgées s'en trouvent handicapés. S'il existe des territoires qui mettent en service des bus communautaires dont les collectivités et les résidents locaux sont les gestionnaires, dans les zones où une offre et une demande de transport constituées seulement de bus n'inspirent pas la confiance, on peut voir de plus en plus d'exemples de mises en service de taxi-bus partagés (les passagers montent ensemble) utilisant des sedan⁴⁹. Il existe aussi des cas de territoires qui ont mis en place un « modèle à la demande » : cela consiste à

⁴⁸ Le mot *tsūin* employé par l'auteur désigne l'acte de se déplacer fréquemment à l'hôpital pour des bilans de santé.

⁴⁹ Ou des breaks : des voitures pour plus de quatre personnes. Le mot japonais est *wagonsha* (de l'anglais *station wagon*).

réserver à l'avance une place (par téléphone par exemple) dans des taxis de type sedan, lorsqu'il est difficile d'assurer des lignes de transport fixes avec des horaires fixes. Mais parmi ces « modèles à la demande », s'il existe des types de service que l'on peut utiliser en réservant à l'avance par téléphone, d'autres types de service ne peuvent être utilisés sans montrer – au moment de monter dans le véhicule – une « carte d'abonnement » établie grâce à l'enregistrement, dans collectivité locale concernée, de son nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro de téléphone, etc. Dans ce dernier cas, cela ne fait pas qu'exclure les non-résidents, mais aussi les gens qui ne s'enregistrent pas parce qu'ils refusent que des informations personnelles sur eux soient connues, même s'ils sont résidents permanents. C'est pourquoi, même si l'existence d'un service de transport public est maintenue, il est difficile de dire si son utilisation est rendue possible pour les gens qui ont l'intention d'y recourir.

En parlant de déplacement des élèves et étudiants, dans la ville de Kinkō (département de Kagoshima), un « plan zonal spécial de déplacement scolaire en moto » a fait surface, proposant de rendre possible l'acquisition d'un permis de conduire des motos de 50 cm³ à partir de 15 ans. Mais en raison du nombre déjà élevé des accidents de moto chez les 16-18 ans et du fait que la baisse de l'âge du permis de conduire moto pourrait impliquer une augmentation de ces chiffres, il a fini par être abandonné.

Dans les villes où des services ferroviaires et de bus à heure fixe ont été supprimés, les « my car families » (familles à voiture) qui conduisent leurs enfants à l'école et les en ramènent avec leur propre véhicule se sont généralisées. Mais cette attitude se développe aussi dans les zones où le transport est toujours dynamique. Dans ces régions, le prix élevé des tickets de transport pousse la

plupart des parents à conduire leurs enfants à l'école par un détour, entre leur départ du domicile et leur arrivée sur leur lieu de travail. Comme leurs horaires du retour au domicile sont très différents, il est également fréquent que les enfants prennent les transports en commun sur le chemin du retour uniquement. Dans ce cas, l'achat de carnets (de coupons) est une solution récurrente. Cependant, ce « my car-ism » comporte de nombreux aspects négatifs : il ne fait pas qu'aggraver la congestion des axes routiers aux abords des établissements scolaires, il augmente aussi de façon problématique le nombre d'accidents impliquant des enfants en route pour leur école primaire et des personnes âgées se rendant à pied vers un hôpital ou un centre médical.

Les effets pervers d'une « compartimentation administrative » de la gestion des transports

Lorsque les services de train et de bus sont menacés de disparition, toute collectivité locale fait part aux opérateurs de transports en commun son souhait de continuer à être desservie. Ensuite, concernant le maintien des services de bus, toute collectivité donne des subventions pour compenser les pertes, mais pour ce type de service de bus (remplaçant le transport ferroviaire), nombreux sont les cas où l'on prend des mesures qui vont par exemple accroître le montant des subventions attribuées. Parallèlement à ce type de mesures, les collectivités organisent régulièrement des conférences sur la pérennité et la revitalisation des transports en commun.

Le maximum que les collectivités peuvent faire est d'organiser des conférences. Une conférence sur le sujet du maintien des transports en commun n'a aucune portée si l'on n'arrive pas à mener les participants vers le lieu de la conférence en transports collectifs. La mise en service de lignes de trains et de bus doit correspondre aux horaires de début

et de fin des conférences en questions, organisées dans un lieu peu accessible, ce qui nécessite alors de demander aux opérateurs de faire rouler des trains supplémentaires en dehors des horaires habituels. Par un fait bien malheureux, lorsqu'il n'y a pas de salle de conférence dans un rayon de dix minutes à pied d'une gare (...), il faut mettre en place des navettes attendant les visiteurs à la sortie de la gare la plus proche. Cependant, beaucoup de collectivités ne vont pas réfléchir à l'accessibilité du lieu de réunion en transport collectif, de sorte que la plupart des gens sont contraints de s'y rendre en voiture... (...)

Le fait est que les communes de moins de 50 000 habitants manquant d'un poste de travail dédié aux politiques de transport collectif ne sont pas rares. D'ordinaire, la réflexion sur l'aménagement des transports dans les communes se concentre sur la « construction de routes » et « l'installation de places de parking », tandis que c'est aux opérateurs privés et entrepreneurs que l'on confie le transport collectif. Il est fréquent que les lignes de bus et les bus communautaires soient respectivement à la charge de la division « vie quotidienne des citoyens » et de celle pour le « bien-être des habitants ». Même s'il y a des communes qui ont dans leur organigramme un département qui s'intéresse au transport collectif sous la forme d'une « division pour les politiques de transport en commun », au moment de mettre en route des bus communautaires, par exemple, la « division pour les politiques de transport en commun » s'occupe de commander des véhicules et de fixer leurs horaires de passage, les problèmes liés à la largeur des rues sont à la charge de la « division rues et routes », l'enterrement des équipements qui font obstacle au passage des bus (tels que les câbles électriques) sont à celle de la « division équipement » ; la possibilité de garer sa voiture sur le parking d'un gymnase public situé en banlieue, et à partir de là prendre le bus pour

venir en centre-ville (selon le système du « park and ride »), relèvent de la « division pour la promotion de l'éducation physique », soit des postes de travail distincts les uns des autres ; tout cela fait ressentir une « compartimentation administrative » aux effets pervers. Afin de promouvoir des transports collectifs locaux (impliquant entre autres la mise en service de bus communautaires), je pense que la réalisation de projets transversaux réunissant les postes de travail ou divisions concernées puis la mise en commun des informations forment le principal enjeu.

Le Japon et les pays industrialisés d'Occident : une reconnaissance différente de la question des transports en commun

La densité humaine du Japon étant élevée, on peut concevoir que l'activité du transport de passagers en bus et en train est rentable, de sorte que depuis l'ère Meiji, c'est le système d'une gestion autonome par des entreprises privées indépendantes (grâce aux revenus tirés de la tarification des trajets et d'activités connexes) qui a été adopté. Quant aux lignes non rentables, leur maintien a reposé sur des mécanismes de soutien internes aux entreprises, qui compensent les pertes liées aux lignes non rentables avec les profits engendrés par leurs secteurs et leurs segments de lignes lucratifs.

En revanche, dans les autres pays industrialisés d'Amérique du nord et d'Europe, la densité de population n'est pas aussi élevée qu'au Japon, la croissance économique a été plus précoce, de même que les progrès de la motorisation, de sorte qu'ils n'offraient pas un environnement propice à une gestion financièrement autonome des transports en commun. Pour ces raisons, l'entretien de services de transport collectifs grâce à des subventions tombe sous le sens commun, et la tarification se décide non pas en fonction

de critères de rentabilité mais de critères politiques. C'est-à-dire que les réseaux de transport collectifs se voyant attribuer une sorte de fonction de redistribution des revenus, si le prix des tickets est fixé à un niveau relativement élevé, non seulement les déplacements des personnes qui n'ont pas les moyens de posséder une voiture sont entravés, mais encore des opportunités d'être employés leur sont-elles retirées.

Ensuite, dans les pays européens, il est fréquent d'avoir recours à un système de tarification zonal (ou aéral). Selon ce type de tarification, le prix moyen du ticket se fonde sur le nombre de zones traversées, et même si l'on emprunte des réseaux de transport différents (d'un point de vue modal mais aussi dans leur gestion par des opérateurs différents), on ne vous demande pas de payer un prix de départ mais un prix uniforme à l'intérieur d'une même zone⁵⁰. Pour l'utilisateur, le montant des transports est comparativement plus bas. Mais à l'opposé et du point de vue des gestionnaires, parce que ces derniers n'encaissent pas les tarifs de base, la gestion financière des transports devient plus délicate. Dans ce cas, des taxes servent à compenser les pertes : en Allemagne, une taxe sur les hydrocarbures comme l'essence, tandis qu'en France, le versement transport a été introduit. Ce versement transport, est une ponction (de l'ordre de 0,55 à 2%) effectuée sur les salaires des employés de toute entreprise de plus de

⁵⁰ Au Japon, le prix est calculé à partir de la station de départ et augmente en fonction de la distance parcourue entre la gare de départ et celle de l'arrivée. A chaque changement d'opérateur ou de mode de transport, il faut payer un nouveau ticket dont le prix est proportionnel à la distance parcourue entre le départ et l'arrivée, à moins d'avoir une carte de transport pré-payée ou d'être abonné à un système local (comme PiTaPa dans la région du Kansai). Dans le cas des salariés, l'employeur couvre en totalité ou quasi-totalité les frais de transport entre lieu de domicile et lieu de travail, quelle que soit la distance.

9 salariés. (...) A Los Angeles, l'introduction d'une taxe sur les ventes d'un demi-cent sert à subventionner les transports en commun, lignes de bus et transports urbains ferrés (tramway). Elle est similaire à la taxe sur la valeur ajoutée japonaise : un taux de taxe peu élevé avantage les ménages à hauts revenus. [...]

Des politiques de transport en commun sélectives grâce à la « sélection et concentration »

Par ailleurs, en dehors du facteur de la motorisation des déplacements, grâce aux dérégulations appliquées depuis le vote de la loi précédemment citée, et aux effets de la loi sur l'installation de la grande distribution (*daikibo kōritenpo ricchi hō*), le problème de l'évidement des centres-villes est clairement apparu, ce qui rend aujourd'hui difficile le maintien de réseaux de lignes dépendants des subventions internes aux entreprises. Sur les lignes qui engrangent des recettes élevées grâce à un haut niveau de demande, les services s'améliorent grâce à une accélération de la compétition entre nouvelles enseignes, mais sur les lignes non rentables, la dérégulation a des conséquences négatives (...).

Les gouvernements du Parti Libéral-démocrate et Kōmeito qui n'aiment pas cette évolution, ont promulgué une loi sur la revitalisation des transports collectifs régionaux (*chiiki kōkyō kasseika saisei hō*, depuis octobre 2007), qui concentre son attention sur le soutien aux territoires où l'on s'efforce de fournir des aides pour faire rouler des lignes navigant « à l'essai » (ce qui inclut des lignes de bus et des ferrées reliant des îles isolées), bien que ne subventionnant pas les lignes ferroviaires déficitaires. En octobre de l'année suivante, une réforme de la loi sur la revitalisation des transports collectifs a renforcé les mesures de maintien ou de continuité des transports

collectifs régionaux en rendant notamment possible une gestion verticale séparée (public-privé) qui n'était pas reconnue dans la loi sur les activités ferroviaires pré-existantes.

Par « gestion verticale séparée », il faut entendre une manière d'organiser les services de transport, où la possession des infrastructures et la gestion du matériel roulant peuvent être séparées. (...) Les infrastructures appartiennent principalement au secteur public, tandis que le secteur privé se charge de faire marcher les véhicules. Pour les opérateurs ferroviaires privés, outre qu'ils sont déchargés de l'entretien des emprises ferroviaires, ils sont aussi libérés du paiement de la taxe sur les biens immobiliers, permettant ainsi une amélioration de la qualité de la gestion des lignes ferroviaires. (...) Néanmoins, même si la balance des comptes établie sur une gestion séparée public-privé est positive, cela seul ne fait pas augmenter le nombre d'usagers, et si l'on ne met pas en place des politiques ciblant cette augmentation, le danger que cela se termine par un simple « traitement de choc » est grand.

Le fait que le gouvernement renforce les aides en direction des territoires « engagés » dans la revitalisation des transports collectifs locaux, signifie en d'autres termes que les habitants utilisant les voies ferrées voisines de chez eux (*ensen*) et les opérateurs qui manquent de motivation seront abandonnés. C'est en résumé la politique de la « sélection et concentration » qui s'applique. Cette tendance est demeurée, même quand le Parti démocrate du Japon a remporté la victoire aux élections générales d'août 2009. Le gouvernement PDJ a établi une méthode de classification pour réduire « les dépenses inutiles », les subventions aux projets de revitalisation des transports collectifs en région sont tombées dans la catégorie « arrêt immédiat », et en tant que mécanisme de substitution, les « projets d'amélioration, maintien et sécurisation des transports collectifs régionaux » ont

été enclenchés. Avec ce système, on se met à évaluer des améliorations telles que celle qui facilitent l'accès des handicapés (« barrier free »), mais parce que l'on maintient les transports en commun au strict minimum, les subventions aux bus et ferries « d'essai » ne sont plus attribuées, et les subventions à perte sont limitées aux modèles de transport en commun « à la demande » nouvellement créés ou aux lignes de ferry empruntant des routes navigables sans ponts. (...)

Comme la participation nationale au maintien des lignes de transport non rentables a tendance à faiblir, les collectivités locales ne peuvent que verser des aides pour entretenir les moyens de transports régionaux. En fait, la loi pour la revitalisation des transports collectifs régionaux a de nouveau été amendée en 2014 : outre qu'elle permet aux communes d'être les principaux acteurs de la création de « plans pour la formation de réseaux de transports en commun régionaux », le rôle de chaque département, jusqu'ici ambigu, a été clarifié. Mais comme les communes se trouvent également dans des situations financières difficiles, elles n'ont pas beaucoup les moyens d'investir dans les transports. Ce faisant, les habitants des régions ne font pas que demander ce service aux collectivités locales, le besoin qu'ils s'impliquent spontanément dans le maintien et la revitalisation des services de transports en commun se fait également ressentir. Mais un changement des critères d'évaluation est également requis.

Au-delà de la rentabilité, « l'avantage » : pour une modification des critères d'évaluation

Même si la rentabilité de lignes de transport est « négative » (*fu*), il est nécessaire d'essayer de la rendre « correcte » (*sei*) en tournant son attention vers les avantages pratiques qu'elles apportent. L'avantage se définit par les externalités économiques positives que

l'existence de transports collectifs apporte au niveau local. Concrètement, cela se mesure à la diminution des accidents de la route et du nombre de personnes âgées alitées, à la création d'emploi ou à la hausse de la consommation de produits régionaux.

Un des exemples les plus faciles à comprendre pour les riverains d'une ligne de chemin de fer, est donné par les wagons « gourmet » roulant sur la ligne Akechi dans le département de Gifu. En 1985, la ligne Akechi, jusqu'ici gérée par la JNR⁵¹, est devenue une société d'économie mixte (troisième secteur ou *daisansekutā*), mais il était prévu dès son inauguration que sa gestion serait difficile. Il était donc impératif d'augmenter au moins un peu le nombre d'usagers, et c'est ainsi que fut instauré un « wagon agar-agar » permettant aux passagers de manger une variété d'agar-agar produite localement. Ce wagon ayant reçu une réception favorable, la compagnie a ensuite mis en service un « wagon des *sansai*⁵² » au printemps, le « wagon des jeunes *ayu*⁵³ » en été, le « wagon *kinoko*⁵⁴ » en automne, et le « wagon *jinenjo*⁵⁵ » en hiver, valorisant des produits de saison. Comme la cuisine est préparée par des entrepreneurs locaux, un système de retombées économiques régionales a été mise en place, incluant l'industrie agro-alimentaire. Les comptes de la ligne Akechi sont certes dans le rouge, mais ils deviennent positifs (*sei*) si l'on tient compte des avantages financiers que les territoires locaux ont retiré de l'existence de la ligne Akechi. [...]

⁵¹ JNR pour Japanese National Railways, la compagnie nationale des chemins de fer qui a opéré le réseau ferré public du Japon de 1949 à 1987.

⁵² Plantes sauvages comestibles.

⁵³ Poisson herbivore d'eau douce très prisé à la belle saison, dans toute l'Asie de l'est. Dans le département de Gifu, le long de la rivière Nagara, la tradition de le pêcher au cormoran a plus de 1300 ans.

⁵⁴ Champignons cueillis à l'automne.

⁵⁵ Une variété japonaise de manioc.

REPÈRES

5. Double démission au sein du gouvernement Abe : retour sur quelques scandales récents

- **XAVIER MELLET**

L'auteur tient particulièrement à remercier Sophie Buhnik et Arnaud Grivaud pour leurs remarques et les échanges auxquels la relecture de cette analyse a donné lieu.

Le mois d'octobre 2014 a vu ressurgir un vieux démon de la politique japonaise. En quelques jours, plusieurs « scandales » (*sukyandaru*) sont venus éclabousser publiquement trois ministres du gouvernement libéral-démocrate d'Abe Shinzō (PLD), entraînant la démission rapide de deux d'entre eux. Le 20 octobre, la ministre de l'Économie, Obuchi Yūko, ainsi que la ministre de la Justice, Matsushima Midori, démissionnent simultanément. La première en raison de la révélation de dépenses personnelles faites avec des fonds politiques ; la seconde en raison de la distribution illégale de produits dérivés. Fille de l'ancien Premier ministre Obuchi Keizō (2000), la ministre de

l'Économie est remplacée par Miyazawa Yoichi, neveu de l'ancien Premier ministre Miyazawa Kiichi (1991-1993)⁵⁶. Or, trois jours après son entrée en fonction, celui-ci est atteint par deux révélations : il aurait reçu des fonds d'une entreprise détenue à majorité par des propriétaires étrangers, ce qui est interdit, et aurait utilisé des fonds de son parti pour payer une soirée dans un bar « sadomasochiste ». Il n'a cependant pas démissionné.

Il n'en fallait pas moins pour affaiblir les efforts consentis par Abe Shinzō et son gouvernement en termes de communication, depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2012. Alors qu'entre 2006 et 2012, aucun Premier ministre n'était parvenu à rester en poste plus d'une année, en raison d'une popularité en rapide chute⁵⁷, Abe Shinzō était parvenu, pour sa seconde tentative⁵⁸, à conserver une popularité relativement forte pendant près de deux ans. Il doit en grande partie cette prouesse à un ambitieux programme de relance économique labélisé « *abonomics* » par tous les acteurs de la communication politique. Son assise confortable l'a fait résister à ces scandales, mais sa popularité a connu une chute d'environ dix points⁵⁹.

⁵⁶ La presse a parlé d'un cabinet étiquette (*kanban naikaku*) : « Continuation du 'Cabinet étiquette' après les démissions, avec l'appui du Premier ministre » ('*Kanban kakuryō*' aitsugi jinin, shushō no ninmei sekinin tsuikyū e), *Yomiuri shimbun*, 20 octobre 2014.

⁵⁷ À l'exception de Kan Naoto qui est resté en poste quinze mois en raison de la catastrophe de Fukushima. Cf. Xavier Mellet, « Les répercussions politiques du 11 mars », *Les dossiers du Ceri*, juin 2012.

⁵⁸ Il avait été Premier ministre entre 2006 et 2007.

⁵⁹ Un sondage du *Yomiuri shimbun* plaçait la popularité du gouvernement à 53 % quelques jours après les scandales, c'est-à-dire à un niveau équivalent à la période précédant le remaniement de septembre. « Le taux de soutien tombe à 53 %, et pour 76 % des sondés, Madame Obuchi doit s'expliquer à la Diète » (*Naikaku shiji-ritsu geraku 53-pāsento* 'Obuchi-shi kokkai de setsumeio' 76-pāsento honsha

Le coup est dur en termes d'images, pour deux raisons. D'une part, les deux principales ministres concernées sont des femmes, symbolisant la volonté du gouvernement d'accorder aux femmes une place plus importante dans le monde économique et décisionnel (les « womenomics »)⁶⁰. D'autre part, il fait revenir sur le devant de la scène l'éternel problème des « politiciens et de l'argent » (*seiji to kane*), alors que les discours du Premier ministre défendent un changement du Japon à tous les niveaux, y compris celui-ci. « *Le 'nouveau PLD' perd des couleurs* » titrait ainsi le *Tōkyō shimbun* le jour du scandale Obuchi⁶¹.

Cet article revient sur ces scandales et propose d'analyser ce qu'ils nous enseignent sur la situation politique actuelle. Nous décrivons d'abord les événements en précisant leurs traits communs ; puis nous les resituerons brièvement dans une histoire plus large afin de constater l'importance du « scandale » dans la politique japonaise ; et nous expliquerons enfin les raisons et les fonctions remplies par les scandales au sein de la vie politique japonaise. Leurs fréquences et leurs effets ne sont pas un hasard et dépendent du mode de régulation interne aux grands partis autant que du fonctionnement des médias japonais.

Quand le passé ressurgit

Les événements se sont donc déroulés en deux temps. D'abord, le « double scandale » a frappé Obuchi Yūko et Matsushima Midori, entraînant une double démission. Ensuite, le seronchōsa), *Yomiuri shimbun*, 26 octobre 2014.

⁶⁰ Voir la contribution d'Amélie Corbel sur ce sujet : « Le gouvernement Abe et la question de l'égalité hommes-femmes : 'vers une société où les femmes resplendissent' », *Japan Analysis*, n° 34, juillet 2014.

⁶¹ « Le 'nouveau PLD' perd des couleurs, démission inhabituelle de deux membres du gouvernement » (Iroaseta 'atarashii jimin' kakuryō irei no daburu jinin), *Tōkyō shimbun*, 21 octobre 2014.

nouveau venu Miyazawa a été victime de deux scandales en même temps.

Obuchi Yūko était, depuis sa nomination, le 3 septembre, l'une des ministres les plus en vue du gouvernement. Les médias la présentaient comme une potentielle « premier ministrable »⁶². Cette jeune femme (de 40 ans seulement) incarnait le mieux le changement promis par son gouvernement. Les faits qui lui ont été reprochés sont classiques. Son organisation politique a offert à certains de ses partisans des places de théâtre pour un montant total d'environ 26 millions de yens (184 000 euros environ⁶³, entre 2010 et 2011⁶⁴. Madame Obuchi a de plus utilisé environ 10 millions de yens (près de 70 700 euros) pour acheter des produits de luxe dans des grands magasins, entre 2007 et 2012, sans doute en vue de faire des cadeaux à ses soutiens. Elle a en outre, depuis 2008, dépensé 3,62 millions de yens (soit 25 600 euros) dans une boutique de vêtements appartenant à son beau-frère. Un anonyme a confié avoir reçu, en guise de remerciement pour son aide, deux bouteilles de vin – du blanc et du rouge – à l'effigie de Madame Obuchi⁶⁵.

⁶² « Regard sur trois années de PLD sous Abe (5), un rival à l'élection du président du parti » ('Seiji no genba' Abe Jimin 3-nen-me (5) sōsai-sen taikō-ba wa izu ko), *Yomiuri shimbun*, 5 octobre 2014.

⁶³ Selon le taux de conversion yen-euro de janvier 2015, 1 euro a une valeur équivalente à 141,5 yens.

⁶⁴ 7,42 millions de yens ont été payés par les participants, mais 33,84 millions ont été dépensés au théâtre Meiji à Tokyo, ce qui laisse un écart de 26,42 millions de yens comblé par les fonds politiques. Source : « Problème des fonds politiques de Madame Obuchi, une explication détaillée est attendue » (Obuchi-shi shikin mondai jittai kaimei to teineina setsumei o isoge), *Yomiuri shimbun*, 18 octobre 2014.

⁶⁵ « Du côté de Madame Obuchi, du vin aux électeurs, suspicion de transgression de la loi électorale » (Obuchi-shi-gawa yūkensha ni wain jimoto jimusho kōsenhō ihan no utagai),

La raison expliquant la démission de Matsushima Midori semble moins grave. Celle-ci a fait diffuser 21 980 éventails à son effigie lors d'événements publics, tels des festivals, entre 2012 et 2014, hors des périodes autorisées pour les campagnes électorales, pour une valeur d'environ 1,75 million de yens (12 370 euros)⁶⁶. Un fait mineur, mais illégal. Il n'en fallait pas moins pour voir mis en scène le « double scandale » et la voir devenir la cible du Parti démocrate du Japon (PDJ), principal parti d'opposition.

Miyazawa Yōichi, de son côté, a été contraint d'admettre avoir payé la somme de 18 300 yens (environ 130 euros) dans un bar sadomasochiste, avec ses fonds politiques, en 2010⁶⁷. La faible somme engagée rend le fait mineur. Miyazawa lui-même explique ne pas s'être rendu là personnellement, mais avoir confié la gestion de l'événement à son secrétaire local. Il a également dit avoir ignoré la nature de ce bar. Le mal était pourtant déjà fait, aussi bien dans les médias traditionnels que dans les tabloïds. « *Les plus enthousiastes étaient amenés à participer* » explique le *Japan Times* le jour de cette révélation⁶⁸. La blogosphère japonaise s'est évidemment emparée de l'événement, et la presse a cherché à en savoir davantage sur cet étrange bar⁶⁹. Le secrétariat local de Miyazawa Yōichi,

Tōkyō shimbun, 22 octobre 2014.

⁶⁶ « La ministre de la Justice rougit devant les accusations de violation de la loi électorale » (Justice minister red-faced over alleged election law violation), *The Japan News*, 18 octobre 2014.

⁶⁷ « Le coût de la 'réunion Miyazawa' dans un bar SM assumé par les fonds de l'association politique du ministre de l'Économie » (SM bā ni 'Miyazawa-kai' seiji katsudōbi keisan-shō no shikin kanri dantai), *Tōkyō shimbun*, 23 octobre 2014.

⁶⁸ « New trade chief slapped by S&M scandal after only three days on job », *The Japan Times*, 23 octobre 2014. « *Enthusiasts are invited to join in* ».

⁶⁹ « Media whips up fuss over S&M bar claim », *The Japan Times*, 1^{er} novembre 2014.

installé à Hiroshima, a par ailleurs reçu une donation de 40 000 yens (283 euros) de la part d'une entreprise détenue en majorité par des étrangers, entre 2007 et 2008, ce qui est strictement interdit par la loi électorale⁷⁰.

Les trois personnes concernées ont effectué leur mea culpa dans les règles, en insistant sur la volonté de résoudre les problèmes et d'aller de l'avant. Les exemples du Premier ministre et d'Obuchi Yūko suffisent à présenter ce point. Le Premier ministre Abe s'est excusé, indiquant qu'il était « *pleinement conscient de [sa] responsabilité, dans la mesure où [il les avait lui-même] nommés* », avant d'effectuer un appel à l'action. « *Je ferai de mon mieux pour résoudre ces problèmes. Il ne doit y avoir aucun délai dans l'accomplissement de notre politique* »⁷¹. Madame Obuchi a pareillement insisté sur sa volonté d'agir contre ces mauvaises pratiques. « *Aucun délai ne doit être autorisé dans la mise en place des politiques économiques et énergétiques. Je vais démissionner comme membre du cabinet et mener des investigations sur les comportements suspects* ». Elle a reconnu que du vin avait été utilisé dans sa circonscription, sans que ce soit directement par elle, et a promis de mener des investigations⁷².

Pour résumer, ces événements ont en commun d'avoir été révélés peu de temps après la nomination des personnes accusées ; mais aussi d'avoir eu lieu bien longtemps

⁷⁰ « Problème de financement politique, améliorons l'efficacité des rapports d'audit » (Seiji shikin mondai hōkoku-sho kansa ni jikkō-sei o takameyo), *Yomiuri shimbun*, 30 octobre 2014.

⁷¹ « 'Profondes excuses' du Premier ministre après la démission des ministres de l'Économie et de la Justice » (Obuchi keisan-shō to Matsushima hōshō jinin, shushō 'fukaku owabi'), *Yomiuri shimbun*, 20 octobre 2014.

⁷² « Du côté de madame Obuchi, du vin aux électeurs, suspicion de transgression de la loi électorale », *op. cit.*

avant ces nominations. Ils ont aussi pour particularité d'illustrer des pratiques courantes dans la politique japonaise.

Présence et diversité des scandales politiques

Le scandale trouve son origine étymologique dans la pratique religieuse⁷³, mais de nos jours, et particulièrement au Japon, il constitue surtout un événement politique. Un événement est défini comme scandale lorsqu'est rendue publique une pratique moralement et/ou juridiquement condamnable mise en oeuvre par un personnage politique, y compris si celle-ci a eu lieu des années auparavant. Le scandale diffère de la notion d'affaire dans la mesure où il ne touche pas un groupe ou une institution de manière systémique et se cantonne à un coupable qu'il faut sacrifier⁷⁴. Ce dernier fait office de bouc émissaire, et son sacrifice ritualisé sur la scène médiatique remplit la fonction de purification de la communauté en rappelant les valeurs morales auxquelles celle-ci est attachée⁷⁵.

Ce type de scandale est en effet devenu monnaie courante dans la politique japonaise. Les citoyens y sont habitués au moins depuis le début des années 1990, avec les spectaculaires affaires Recruit-Cosmos (1988) et Sagawa-kyūbin (1991)⁷⁶, qui inaugurent

⁷³ Le scandale, soit le fait d'entraîner autrui à commettre un péché, est prohibé par le cinquième commandement du Décalogue.

⁷⁴ De Blick Damien et Lemieux Cyril, « Le scandale comme épreuve », *Politix*, n° 71, 2005.

⁷⁵ Selon la définition canonique de Max Gluckman dans son ouvrage *Gossip and scandal*, paru en 1963 aux éditions Bobbs-Merrill. Les trois fonctions du scandale énoncées dans ce livre sont : rappeler les valeurs communes, consolider le groupe, et animer la compétition sociale.

⁷⁶ L'affaire Recruit-Cosmos avait consisté en un délit d'initié à grande échelle au sein de la classe politique. Puis l'affaire Sagawa-kyūbin avait révélé

une période de publicisation régulière de scandales en même temps que le début de la crise de la décennie perdue. Éclatent désormais plusieurs scandales par an, et vingt d'entre eux ont conduit à une démission de ministre durant les quatorze dernières années. Nous en proposons un tableau récapitulatif à la fin de cet article⁷⁷. Le premier gouvernement Abe, en 2006-2007, avait été particulièrement concerné, avec cinq cas environ sur une année.

De nombreux politiciens japonais ont été touchés. Il est arrivé que ce soit dans un délai très rapide pour les nouveaux ministres, et le cas de Miyazawa Yoichi n'est pas isolé. En septembre 2008, le ministre de la Construction libéral-démocrate, Nakayama Nariaki, a dû quitter son poste au bout de quatre jours en raison de deux malheureuses phrases, l'une à l'égard du syndicat enseignant Nikkyōso, l'autre portant sur l'unicité ethnique du peuple japonais. En septembre 2011, Hachiro Yoshio, ministre démocrate de l'Économie, a dû démissionner au bout de huit jours en raison de propos manquant de respect à l'égard des victimes de la catastrophe de Fukushima.

Un scandale peut avoir diverses conséquences pour l'homme politique. Si Miyazawa Yoichi a pu laisser passer l'orage, un ministre concerné est généralement contraint à la démission. Cela n'empêche pas un retour au premier plan à moyen terme. Fukuda Yasuo est ainsi devenu Premier ministre en 2007 après avoir été affecté par un scandale en mai 2004. Kamei Shizuka a pu également devenir ministre démocrate en 2009, bien qu'il eût admis en août 2003 avoir reçu un financement de Kajiyama Susumu, affilié à la puissante

un trafic d'influence qui a bénéficié à un très grand nombre de parlementaires PLD, ainsi qu'à certains de l'opposition socialiste.

⁷⁷ « Le 'nouveau PLD' perd des couleurs, démission inhabituelle de deux membres du gouvernement », *op. cit.*

famille yakuza Yamaguchi-gumi. Ce type de situation se produit aussi dans la vie politique française. En France, Alain Juppé, condamné par la justice en 2003, est aujourd'hui l'un des favoris à l'élection présidentielle de 2017.

Sur ce marché concurrentiel schumpétérien qu'est la démocratie⁷⁸, c'est dans tous les cas le capital le plus précieux de l'entrepreneur politique qui est atteint par le scandale : la réputation. Celle-ci est en effet devenue « *la variable clé de la production de la confiance* ». Dans la politique traditionnelle, la confiance venait du fait d'appartenir à un parti, aujourd'hui « *c'est la réputation qui constitue la principale médiation organisatrice de la confiance. Elle est en quelque sorte devenue le dépôt de garantie de l'homme politique* »⁷⁹. Pour un homme ou une formation politique, la réputation représente donc un bien fragile et fluctuant. Lorsqu'il était au gouvernement, entre 2009 et 2012, le Parti démocrate du Japon (PDJ) en a beaucoup souffert. Beaucoup de ses dirigeants s'étaient englués dans un cycle scandale-démission-retour et ne pouvaient qu'inspirer difficilement confiance au citoyen. Ce fut par exemple le cas du ministre de la Justice, Keishū Tanaka, contraint de démissionner après la révélation de ses liens avec des yakuzas⁸⁰.

Les scandales politiques possèdent une dimension tout autant morale que juridique. Sur un plan strictement moral, un homme politique peut être inquiet pour une phrase qu'il a prononcée autant que pour

⁷⁸ L'économiste Schumpeter définit la démocratie comme un marché où des entrepreneurs politiques se livrent une compétition pour des votes. Schumpeter Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1990.

⁷⁹ Rosanvallon Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Éditions du Seuil, collection Points, 2006, p. 53-54.

⁸⁰ Il était resté en fonction environ trois semaines, du 1^{er} au 23 octobre 2012.

un événement auquel il a participé. Les propos tenus par les ministres Nakayama et Hachiro sont de ce point de vue critiqués au même titre que la soirée sadomasochiste de Monsieur Miyazawa, ou l'ivresse du ministre des Finances libéral-démocrate, Nakagawa Shōichi, lors d'une conférence de presse, pendant une réunion du G7 en février 2009. Dans un registre plus juridique, le scandale peut provenir d'un financement illégal. À l'instar de Miyazawa Yōichi, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement démocrate, Maehara Seiji, avait été contraint à la démission en raison d'une donation d'un résident sud-coréen, en mars 2011. Kan Naoto et Noda Yoshihiko, deux anciens Premiers ministres de ce parti, avaient aussi été inquiétés pour la même raison. Le scandale peut également provenir des multiples cadeaux que les politiciens japonais offrent à leurs partisans, comme les éventails de Matsushima Midori. Il est pour cette raison imbriqué dans la vie politique japonaise.

Scandale politique et crise de la démocratie japonaise

Si les événements récents sont condamnables moralement ou juridiquement, il est probable que ceux-ci soient, plus encore que le scandale, *business as usual* dans une vie démocratique habituée au clientélisme organisé. Dans le contexte japonais, la plupart des députés ont longtemps disposé d'une association de soutien local nommée *kōenkai*, structurée autour d'un noyau dur et construite en réseau, de manière à développer un puissant maillage de sa circonscription électorale. Cette structure est l'héritage d'une époque où, entre 1946 et 1994, les députés s'étaient répartis géographiquement dans les circonscriptions afin d'y réaliser un clientélisme intensif sans trop se concurrencer⁸¹. L'homme

⁸¹ Le mode de scrutin alors en vigueur était uninominal à un tour. Chaque circonscription pourvoyait entre deux et six sièges à la chambre

politique, au cœur de ce réseau social, se devait de connaître les noms de ses adjuvants, de contribuer financièrement à leurs mariages, anniversaires...⁸².

Les trois scandales qui nous concernent sont liés à cette pratique politique. Le voyage à Tôkyô accompagné de cadeaux, proposé par Obuchi Yûko à ses fidèles est un événement auquel s'adonnent tous les députés. La distribution d'éventails, telle que celle effectuée par Matsushima Midori, fait partie des nombreuses ressources traditionnellement mobilisées par tout élu pour renforcer sa présence locale, tout comme l'action consistant à récompenser et à renforcer ses équipes par des soirées arrosées dans des restaurants, qu'a choisie monsieur Miyazawa. Offrir à boire dans des bars est une pratique courante dans n'importe quelle entreprise, où tout chef de section dispose d'un capital pour favoriser par ce biais le *team building*. La frontière entre le clientélisme habituel et le clientélisme illégal se révèle floue. Par conséquent, tout politicien japonais, par son existence même à la Diète ou dans un gouvernement, prête le flanc au scandale. Cela relève de la confrontation entre une conception de la transparence de la vie politique comme condition du bon fonctionnement de la démocratie, et le recours

basse, ce qui obligeait les candidats d'un même parti à s'affronter dans la même circonscription électorale. En conséquence, les députés PLD se sont divisés l'espace de façon à ne faire campagne que sur de petites portions de territoire, limitant par-là les guerres fratricides. Ils étaient devenus des « députés 10 % », selon l'expression de Jean-Marie Bouissou, car 10 % du corps électeur leur suffisait souvent pour être élus. Bouissou Jean-Marie, *Quand les sumos apprennent à danser. La fin du modèle japonais*, Fayard, 2003.

⁸² Bouissou Jean-Marie, « La convivialité comme antidote au conflit ? Une étude des associations de soutien des politiciens japonais », in Bouissou Jean-Marie (dir.), *L'envers du consensus. Les conflits et leur gestion dans le Japon contemporain*, Presses de Sciences Po, 1997.

pratique à des instruments de pouvoir qui sont hérités ou coutumiers, et à ce titre considérés avec plus ou moins de sincérité comme naturels par les hommes politiques.

La fréquence des scandales nous renseigne également sur la fonction des médias au sein de la démocratie japonaise. Les médias japonais tendent à miner la crédibilité de la classe politique, en accordant de l'importance à des pseudo-événements sur des élu(e)s déjà pris en défaut et marginalisés. Le besoin des médias de produire du scandale contribue à l'éloignement du peuple vis-à-vis de ses représentants et à la « découverte » récente de scandales. Edano Yukio, porte-parole du PDJ, a lui aussi été éclaboussé par un oubli de déclaration de dépenses politiques à une hauteur de 24 millions de yens (à peu près 70 000 euros) en 2011. L'ancien ministre de l'Environnement PLD Mochizuki Yoshio avait fait passer 6,6 millions de yens (46 600 euros) de dépenses politiques, en cadeaux de nouvelle année, entre 2008 et 2009⁸³. Le PDJ étant concerné au même degré, Abe avait d'ailleurs proposé un « cessez-le-feu »⁸⁴, avant de décider la dissolution de la Diète le 18 novembre 2014. Dès qu'un scandale est lancé, les médias tendent à exiger la démission du politicien mis en cause. Ils prennent à l'occasion, dans leurs éditoriaux, la posture de moralisateur normatif, indiquant ce que les politiques devraient faire, prenant le parti du peuple qui exige des explications du gouvernement⁸⁵. Ils sont juges et parties en se

⁸³ « Problème de financement politique, améliorons l'efficacité des rapports d'audit », *op. cit.*

⁸⁴ « Le parti démocrate critique le gouvernement à la commission budgétaire de la chambre basse, excuses du Premier ministre » (Shûin'yosan>i yatô kakuryô no shishitsu tsuikyû shushô 'owabi' minshu ni wa hanron), *Yomiuri shimbun*, 31 octobre 2014.

⁸⁵ Des sondages ont montré qu'après les événements, 76 % des sondés souhaitaient une explication du gouvernement sur le scandale Obuchi. « Le taux de soutien tombe à 53 %, et pour 76 %

nourrissant d'une défiance très forte dans leur lectorat, qu'ils tendent à accentuer.

Si les faits sont relativement mineurs, et surtout anciens, comment se fait-il qu'ils soient apparus dans les médias une fois ces ministres entrés en fonction ? Le fait que les scandales atteignent simultanément les deux femmes les plus puissantes et les plus emblématiques du nouveau gouvernement n'est à l'évidence pas anodin. Si les attaques sont d'abord parties des membres de l'opposition⁸⁶, il est probable que les luttes internes au PLD n'y soient pas étrangères. Des caciques du parti ont pu voir d'un mauvais œil les fameux *womenomics*, emmenés par des jeunes femmes dynamiques et ambitieuses telles qui menaçaient de les ringardiser en même temps que de diminuer leur influence. En raison de la banalité des pratiques pouvant donner lieu à scandale, les participants du jeu politique sont intimement liés par leurs connaissances, et tout politicien s'aliénant un nombre trop important de ses confrères risque de voir émerger un scandale à son sujet.

Or, la destruction d'une réputation individuelle peut avoir des effets sur l'ensemble d'une classe politique. Sans opposition forte et structurée face à lui depuis sa victoire en décembre 2012, le PLD d'Abe Shinzō est libre d'appliquer la politique qu'il souhaite. Par conséquent, désormais, le meilleur ennemi du parti majoritaire se trouve en lui-même, dans sa communication politique et ses rapports de force interne. Tels les deux belligérants du Duel au gourdin peint par Goya, s'affrontant

Madame Obuchi doit s'expliquer à la Diète », *op. cit.*
« Deux femmes démissionnent du gouvernement, il est urgent de rétablir la stature du gouvernement » (Josei 2 kakuryō jinin sakkyū ni seiken no taisei o tatenaoe), *Yomiuri shimbun*, 21 octobre 2014.
« Problème des fonds politiques de Madame Obuchi, une explication détaillée est attendue », *op. cit.*

⁸⁶ « La ministre de la Justice rougit devant les accusations de violation de la loi électorale », *op. cit.*

dans des sables mouvants⁸⁷, les principaux membres du parti se livrent une bataille interne qui tend *in fine* à affaiblir l'ensemble de la classe politique. Le PLD se retrouve ainsi malgré lui en position de garant de la légitimité de toute la classe politique.

Jusqu'à présent, la popularité du gouvernement ne semble dépendre que de deux facteurs : la réussite ou l'échec de la politique économique ; l'émergence ou non de scandales politiques. Les discours des opposants ne semblent pas avoir d'influence, et ceux-ci ne peuvent pas avoir l'instant qu'attendre du parti majoritaire qu'il « *marque contre son camp* » (*own goal*)⁸⁸. La politique japonaise ne possède pas l'équivalent du Front national français, c'est-à-dire de parti cherchant à récupérer les voix de tous les électeurs mécontents qui ne font plus confiance aux principaux partis. Au Japon, à l'inverse, cette défiance se traduit par un désintérêt pour la politique qui, au lieu de porter le risque d'une révolution, renferme le risque d'un immobilisme, à terme négatif pour le pays. Au Japon, les entrepreneurs politiques tendent à quitter les partis principaux pour fonder de nouveaux partis, et tentent ensuite de réaliser des alliances de circonstance, qui à quelques exceptions près ne suscitent pas une adhésion massive.

Le retour du scandale politique en octobre dernier semble par conséquent illustrer la fin du long état de grâce du gouvernement. Les *abonomics* commencent à s'essouffler à l'approche du noyau dur constitué par la « troisième flèche », à savoir les réformes structurelles⁸⁹, et le pays est depuis début

⁸⁷ Serres Michel, *Le contrat naturel*, Flammarion, collection Champs, 1992.

⁸⁸ Itō Toshiyuki, « Comment se sont délités les partis d'oppositions » (Yatō ga saryū-ka shita wake Itō Toshiyuki), *Chūōkōron*, octobre 2014.

⁸⁹ Voir la contribution de Jean-Yves Colin, « Les Abonomics, 18 mois après », *Japan Analysis*, n° 35,

novembre entré en récession. Si de nouveaux scandales émergent, il est probable que tous les efforts consentis jusqu'alors par le gouvernement pour rester populaire paraissent alors vains, sans que l'opposition n'ait de rôle à jouer. Ce constat de déclin relatif, couplé à la restructuration en cours des oppositions, l'a finalement incité à décider d'une dissolution de la chambre basse, après avoir écouté les conseils de membres du parti⁹⁰, alors même qu'il possédait une large majorité. Cette nouvelle élection, fondée sur ce calcul tactique, ne suscitera pas l'enthousiasme de l'électorat mais permettra au Premier ministre de mieux s'armer pour faire face aux éventuels scandales futurs.

octobre 2014.

⁹⁰ « Débat sur une dissolution au PLD, 'C'est le moment, le plus tôt est le mieux' » (Jimin ni sōki kaisan-ron 'jiki wa imada, hayai hodo ii'), *Yomiuri shimbun*, 30 octobre 2014.

Les démissions de ministres entre janvier 2002 et octobre 2014

(Source : *Tōkyō shimbun*, 21 octobre 2014)

| Date | Gouvernement | Nom du ministre et ministère | Raison de la démission |
|----------------|--------------------------------------|---------------------------------------|--|
| janvier 2002 | Koizumi | Tanaka Makiko – Affaires étrangères | Désaccord avec le Premier ministre |
| mars 2003 | | Ōshima Tadamori – Agriculture | Trafic d'influence envers une entreprise de travaux publics et un institut médical |
| mai 2004 | | Fukuda Yasuo – Secrétariat du cabinet | Fraude à la caisse de retraite |
| août 2005 | | Shimamura Yoshinobu – Agriculture | Opposition à la privatisation de la poste |
| décembre 2006 | Abe I | Sata Gen.ichirō – Réforme | Donation financière excessive d'une entreprise |
| mai 2007 | | Matsuoka Toshikatsu – Agriculture | Suicide après dépenses illégales de fonds politiques |
| juillet 2007 | | Kyūma Fumio – Défense | Propos tenus sur le bombardement atomique |
| août 2007 | | Akagi Norihiko – Agriculture | Fraude aux dépenses politiques |
| septembre 2007 | | Endō Takehiko – Agriculture | Fraude à la mutuelle |
| septembre 2008 | Fukuda | Ōta Seiichi – Agriculture | Incident du riz contaminé |
| | Asō | Nakayama Nariaki – Construction | Propos tenus contre le syndicat enseignant et sur l'unicité ethnique des japonais |
| février 2009 | Asō | Nakagawa Shōichi – Finances | Ivresse en conférence de presse au G7 |
| juin 2009 | | Hatoyama Kunio – Affaires intérieures | Désaccord avec le gouvernement sur la direction de Japan Post holdings |
| janvier 2010 | | Hatoyama | Fujii Hirohisa – Finances |
| mai 2010 | Fukushima Mizuho – Égalité des sexes | | Désaccord sur la base de Futenma |

| | | | |
|-------------------|--------|--|---|
| juin 2010 | Kan | Kamei Shizuka – Réforme postale | Rupture d'une alliance entre partis politiques |
| novembre 2010 | | Yanigada Minoru – Justice | Eviter une motion de censure de la chambre haute (en raison de propos tenus) |
| mars 2011 | | Maehara Seiji – Affaires étrangères | Financement venu d'un étranger |
| juillet 2011 | | Matsumoto Ryū – Reconstruction | Propos tenus sur la catastrophe de Fukushima |
| septembre 2011 | Noda | Hachiro Yoshio – Economie | Propos tenus sur la catastrophe de Fukushima |
| septembre 2012 | | Matsushita Tadahirō – Finances | Suicide |
| octobre 2012 | | Tanaka Keishū – Justice | Financement venu d'un étranger |
| octobre 2014 | Abe II | Obuchi Yūko - Economie | Utilisation illégale des fonds politiques |
| | | Matsushima Midori – Justice | Distribution illégale d'éventails |



6. Entretien entre Ishihara Nobuo, Fujii Hirohisa et Mikuiya Takashi, « Prévoyez une porte de sortie dans votre programme politique » [Manifesto ni ha nigemichi wo tsukutte oke], Chūō kōron, octobre 2014, p. 52-58

- Traduction d'Arnaud Grivaud

Mikuriya Takashi, né en 1951, est un célèbre politologue qui a enseigné notamment à l'université municipale de Tōkyō, à l'université des politiques publiques et à l'université de Tōkyō. Critique vis-à-vis de l'évolution de cette dernière institution, il l'a quittée en 2012 puis est devenu professeur à l'université libre du Japon (Open University of Japan). Politics and Power in 20th-Century Japan : The Reminiscences of Miyazawa Kiichi est son dernier ouvrage, co-écrit avec Nakamura Takafusa et traduit par Timothy George pour sa publication aux éditions Bloomsbury Academic.

Ishihara Nobuo, né en 1926, est entré au ministère des Collectivités locales une fois diplômé de la faculté de droit de l'université de Tōkyō. Après avoir été vice-ministre administratif (poste le plus élevé) du ministère des Collectivités locales, il occupa de 1987 à 1995 le poste de vice-secrétaire général du cabinet où il ne servit pas moins de sept Premiers ministres. Il est actuellement président de l'organe privé de recherche sur les collectivités locales.

Fujii Hirohisa, né en 1932, a rejoint le ministère des Finances après avoir obtenu un diplôme

de la faculté de droit de l'université de Tōkyō. Il remporta sa première élection à la Chambre des conseillers (chambre haute) en 1977 sous une étiquette Parti libéral-démocrate (PLD). Il a participé à la création du Shinseitō (Parti pour le renouveau du Japon, actif au début des années 1990), du Shinshintō (Parti de la nouvelle frontière, créé en décembre 1994 et dissous en 1997, en opposition à la coalition formée durant ces années par le PLD, le Parti socialiste japonais et le Nouveau Parti pionnier) et du Jiyūtō (Parti libéral, créé en janvier 1998). Il a été nommé secrétaire général du Parti démocrate du Japon (PDJ) après sa fusion avec le Jiyūtō, puis vice-président du parti. Il a servi en tant que ministre des Finances sous les gouvernements Hosokawa, Hata et Hatoyama.

La perte de la posture des 70-30

Mikuriya : M. Ishihara, vous qui avez connu le monde politique en tant que fonctionnaire durant de longues années, que pensez-vous de la situation politique actuelle ?

Ishihara : J'ai eu l'occasion de servir plusieurs gouvernements, et je dirais en m'appuyant sur ces expériences que le système parlementaire ne fonctionne vraiment bien que lorsqu'un ou des partis qui ont une capacité à gouverner se trouvent dans l'opposition. À titre d'exemple, lorsqu'émergea en 1993 une coalition anti-PLD de huit partis comptant le Parti socialiste japonais (PSJ), le *Shinseitō*, le *Kōmeitō* ou encore le *Nihonshintō* (Hosokawa Morihiro devenant alors Premier ministre), le PLD, qui se retrouvait alors dans l'opposition, n'avait pas perdu pour autant sa capacité à être responsable du gouvernement. Aussi une situation d'affrontement entre la majorité et l'opposition autour des thématiques du moment à la Diète est-elle normale et souhaitable. De ce point de vue, la situation actuelle est regrettable.

Fujii : On pourrait même dire qu'une situation dans laquelle majorité et opposition sont au coude à coude serait idéale. Les débats n'en seraient que plus animés. Je ne suis pas en train de dire que la stabilité n'est pas souhaitable pour la politique, mais j'ai le sentiment que sous le Premier ministre actuel, cette stabilité pose de nombreux problèmes.

Ishihara : À l'époque où il n'était encore qu'un novice, l'ancien président de la Chambre des conseillers Kōno Kenzō disait, alors qu'il venait du PLD, qu'il fallait écouter 30 % de ce que l'opposition avait à dire.

Mikuriya : C'est la fameuse posture des 70-30.

Ishihara : Ces propos m'avaient convaincu. Bien sûr, la situation de divergence des majorités entre les deux chambres de la Diète étant finie, les décisions sont bien plus faciles à prendre aujourd'hui, mais dans ce cas-là, quelle peut bien être la fonction de contrôle de la Chambre des conseillers ?

Fujii : Avec une majorité écrasante dans les deux chambres, la Chambre des conseillers ne fait que passer les lois en suivant la volonté de la Chambre des représentants, privant ainsi le bicamérisme de tout intérêt.

L'acceptation du traité de sécurité nippo-américain imposée au président du PSJ

Mikuriya : M. Ishihara, vous avez travaillé pendant sept longues années au poste de vice-secrétaire général du cabinet. C'est exactement au cours de cette période que le gouvernement de coalition mené par Hosokawa dont nous avons parlé à l'instant vit le jour, pour ensuite laisser la place à un autre gouvernement de coalition dans lequel le PLD revenait au pouvoir aux côtés du PSJ et du *Shintō sakigake*. Je suppose qu'en tant que haut fonctionnaire, cette période d'alternance

et de gouvernements de coalition vous a grandement marqué.

Ishihara : Au moment où le gouvernement de coalition anti-PLD vit le jour, je ne souhaitais pas demeurer en fonction, mais le Premier ministre Hosokawa m'avait dit qu'il avait absolument besoin de mon aide. À cette époque, les hauts fonctionnaires avaient réellement envie de créer quelque chose qui succéderait à plus de trois décennies ininterrompues de gouvernement par le PLD. Quoi qu'on en dise, cette coalition était un regroupement de sept partis et groupes parlementaires. Aussi, malgré les divergences d'opinions initiales, j'avais bien saisi que la cohésion était la pierre angulaire de ce gouvernement. M. Fujii a lui aussi eu fort à faire en tant que ministre des Finances à cette époque.
[...]

Fujii : Lors de la coalition PSJ-PLD-*Sakigake*, il paraît que vous auriez dit au Premier ministre socialiste Murayama que vous démissionneriez s'il n'acceptait pas le traité de sécurité nippo-américain. J'ai l'impression que vous avez été le plus grand contributeur dans l'avènement de ce gouvernement, qu'en pensez-vous M. Ishihara ?

Ishihara : La désignation du Premier ministre donna lieu à un duel entre le libéral-démocrate Kaifu et le socialiste Murayama. Quelle qu'en fût l'issue, il ne fallait pas que cela vienne perturber la bonne marche de l'administration, si bien que mon seul souci était de trouver un successeur à mon poste puisque je n'avais pas l'intention d'y rester une fois le Premier ministre désigné. Mais reconnaissant qu'il n'avait aucune expérience en tant que membre de Cabinet, le Premier ministre Murayama me supplia de rester à mon poste. Il alla jusqu'à me confier qu'il n'était pas devenu Premier ministre par choix et qu'il comprenait très bien ce que je ressentais, mais qu'il nous fallait dépasser ces états d'âme pour le bien

des citoyens. Mais Murayama venait de l'aile gauche du PSJ, n'est-ce pas ?

Fujii : Oui, le traité de sécurité nippo-américain comme les forces d'autodéfense (FAD) étaient inconstitutionnels pour cette aile gauche du PSJ.

Ishihara : Du coup, je lui ai dit que ce qui m'inquiétait était la position du PSJ sur le traité de sécurité nippo-américain, car elle consistait en l'abrogation de ce dernier. Je lui ai alors dit que, si tel était le cas, il me serait impossible de rassembler les autres hauts fonctionnaires et par conséquent impossible de l'assister. Ce à quoi il répondit qu'il en était pleinement conscient et que je n'avais pas à m'inquiéter à ce sujet.

Fujii : Il a surpris tout le monde lors de son discours de politique générale en déclarant soudainement qu'il considérait les FAD conformes à la Constitution, et en confirmant le maintien du traité de sécurité nippo-américain. C'est vous qui lui avez fait dire cela, n'est-ce pas ?

Ishihara : Je lui ai dit que durant mes années passées au ministère des Collectivités locales, j'avais vu plusieurs dirigeants locaux se cacher la tête dans les mains une fois élus grâce à un programme absolument irréalisable. Dans ce type de situation, il y a deux solutions : s'excuser auprès de ses électeurs en leur expliquant avoir mesuré l'impossibilité de réaliser son programme une fois parvenu à un poste à responsabilité et proposer une orientation politique différente ; ou ne rien dire et faire traîner les choses en longueur. Je lui ai dit que seuls ceux qui avaient choisi la première solution pouvaient espérer rester longtemps en poste et que, s'il était prêt, il fallait l'annoncer dès le début.

Fujii : C'est bien ce que je pensais ! (rires)

Mikuriya : On ne pourrait donner de conseil plus convaincant ! (rires)

Ishihara : M. Murayama me confia alors que, même si l'organe central de son parti était très lent à prendre des décisions, il obtiendrait son accord dans la mesure où il était en charge du gouvernement. Dans le cas où il n'y parviendrait pas, il disait qu'il démissionnerait de son poste.

Le programme politique sans porte de sortie

Fujii : Vous avez parlé des élus locaux qui promettent des programmes politiques irréalisables, mais la situation n'est guère différente au niveau national. On prône sans aucune gêne des politiques irréalisables en les « emballant » dans des slogans du type « apporter du rêve au concitoyen ». Mais les rêves ne sont que des rêves. C'est délicat de l'avouer, mais le Premier ministre Tanaka Kakuei est l'une des personnalités qui a sombré de cette manière.

Ishihara : Si l'on pouvait rêver *ad vitam aeternam*, il n'y aurait pas de problèmes, mais l'on finit un jour ou l'autre par se réveiller.

Mikuriya : En 2009, nombreux étaient les citoyens à avoir placé leurs rêves et espérances dans le PDJ.

Ishihara : Les débuts du PDJ au pouvoir furent étincelants, dans la mesure où l'on attendait beaucoup d'une antithèse du PLD. Je me permets de le dire devant M. Fujii, mais j'avais déjà pour ma part quelques interrogations sur ce programme politique. Il était très détaillé au niveau des dépenses et des politiques réconfortantes pour le citoyen ; cependant, il ne contenait rien de bien concret concernant la charge à supporter en échange.

Fujii : Winston Churchill disait que le programme politique de l'opposition pouvait se contenter d'être abstrait. C'est le père du programme politique sous sa forme moderne et quelqu'un qui connut les situations de majorité et d'opposition ! Déjà, seuls la majorité et les hauts fonctionnaires détiennent les vrais chiffres, aussi est-il impossible pour l'opposition de les connaître exactement. C'est pourquoi elle ne peut faire autrement que de prôner un programme abstrait, et je me suis moi-même opposé à ce que l'on inscrive dans le programme du PDJ que 168 milliards de yens⁹¹ seraient nécessaires à la réalisation de nos politiques. Mais à l'époque, le cadre le plus influent du parti n'a pas cédé en affirmant que cela était essentiel à la victoire.

Ishihara : Et pour le coup, c'est une fois la victoire en poche que les problèmes commencent.

Fujii : Exactement, c'était très difficile !

Mikuriya : Plus le programme politique est détaillé et plus l'opposition dispose d'armes pour attaquer la majorité une fois au pouvoir.

Ishihara : Le montant des dépenses étant clairement indiqué, ce programme politique du PDJ ne disposait d'aucune porte de sortie !

Fujii : Si je puis me permettre une explication, outre le fait que j'aurais souhaité que le programme restât plus abstrait, dans la mesure où l'on avait remporté la victoire avec celui-ci, j'estimais que l'on se devait donc de tout faire pour le concrétiser. Au sujet du fameux *jigyō shiwake*⁹², nous n'avons pu

⁹¹ Billion ou millier de milliards, ce qui équivaut à 1200 milliards d'euros environ.

⁹² Système d'évaluation des politiques et travaux publics dirigé par des élus, dont le résultat devait se répercuter sur l'élaboration du budget ; il était considéré jusqu'alors comme entièrement chapeauté par le ministère des Finances.

récupérer que quelques billions de yens mais j'ai le sentiment qu'en poursuivant nos efforts, nous aurions pu engranger environ 10 000 milliards de yens même si les 16 000 milliards étaient inatteignables.

Mikuriya : Ah oui, vraiment ?

Fujii : Mais cela aurait bien sûr pris un peu plus de temps. Ça n'est pas quelque chose que l'on peut atteindre en un ou deux ans. Nous avons nous-mêmes créé le sentiment que ces objectifs devaient être atteints dans l'immédiat et, au final, cela s'est terminé de manière approximative.

La triste éviction des hauts fonctionnaires

Mikuriya : On a également beaucoup parlé des relations entre hommes politiques et hauts fonctionnaires sous les gouvernements PDJ.

Ishihara : Il faut éviter que les hauts fonctionnaires participent directement au processus décisionnel du parti. Mais en même temps, les politiques publiques sont indissociables de l'administration et il est crucial que les politiciens se réfèrent aux avis des spécialistes de l'administration dans leurs prises de décision. Ce qui importe, c'est la façon selon laquelle les hauts fonctionnaires participent à l'élaboration des décisions.

Fujii : C'est tout à fait cela.

Ishihara : Je ne mets pas en cause le principe selon lequel la politique doit être menée par les politiciens, mais c'est le contenu qui pose problème. Il y avait sous l'ère du PLD des responsables politiques qui ne laissaient pas les hauts fonctionnaires s'approcher des politiques publiques importantes. Mais d'une manière générale, il y avait beaucoup de responsables politiques qui écoutaient aussi les avis des hauts fonctionnaires et laissaient à ces derniers le soin d'élaborer

et d'exécuter les politiques en question. J'avoue avoir été extrêmement surpris en voyant le PDJ supprimer soudainement la réunion hebdomadaire des vice-ministres administratifs (*jimu jikan kaigi*).

Fujii : Comme vous le dites, supprimer cette réunion sous le gouvernement Hatoyama fut le premier pas vers sa chute.

Ishihara : Je me suis dit : « C'est ça que vous appelez mettre en place un système dans lequel la politique est dirigée par les politiciens ? (rires) » Au final, cela ne correspondait pas plus à l'intérêt du PDJ qu'à qui que ce soit d'autre de faire cela.

Fujii : En réalité, lorsqu'on m'a proposé d'intégrer le cabinet en tant que ministre, j'ai refusé une première fois. Je leur ai dit que je voulais être vice-secrétaire général du cabinet et être en charge de cette réunion des vice-ministres administratifs. Mon idéal était incarné par mon aîné Gotōda Masaharu sous le gouvernement Tanaka. [...]

J'étais à ses côtés et lorsqu'un vice-ministre administratif commençait à trop se plaindre, il leur répondait fermement que s'ils ne pouvaient pas se plier à la volonté du Premier ministre, ils devraient démissionner. Quant à l'idée stupide de supprimer cette réunion hebdomadaire, il n'en était absolument pas question. C'est en effet le lieu où les orientations décidées par le Cabinet sont transmises aux hauts fonctionnaires.

Ishihara : Moi-même, lorsque j'étais vice-secrétaire général du Cabinet, à chaque fois qu'un nouveau vice-ministre administratif était nommé, je lui disais qu'il était en effet un représentant de son ministère, mais que, dans le même temps, il ne devait pas non plus oublier qu'il était un membre de l'équipe soutenant le Cabinet. [...]

Sous les gouvernements PDJ et en fonction des ministères, on a pu voir des hauts fonctionnaires complètement évincés car tout – de l'interprétation des lois au calcul du budget – était déterminé lors des réunions des ministres, vice-ministres et conseillers politiques auprès du ministre (*seimu san.yaku kaigi*). Si bien que les cadres des ministères concernés étaient contraints de recueillir des informations auprès des secrétaires des hommes politiques pour savoir ce qui avait été débattu lors de ces réunions. Ce n'était pas le cas au ministère des Finances quand M. Fujii était ministre, cela dit.

Fujii : En effet, je demandais systématiquement au vice-ministre administratif et aux directeurs généraux concernés d'assister à ces réunions. Je leur demandais de garder le silence lors des prises de décision et je leur demandais de s'en occuper une fois les mesures décidées.

Ishihara : Il est crucial qu'ils voient de leurs propres yeux les processus de décisionnels. Il n'y a rien de mieux pour assurer leur bonne compréhension des politiques arrêtées. [...]

Quel est l'axe de réunification des partis d'opposition ?

Mikuriya : J'aimerais maintenant m'entretenir avec vous sur les partis d'opposition, bien que leur présence soit devenue à l'heure actuelle quasi nulle. Lors de l'alternance qui a vu l'arrivée du PDJ au pouvoir, il s'était dit que le PLD ne se relèverait jamais d'une telle défaite. Comment voyiez-vous le PLD en tant que parti d'opposition, M. Fujii ?

Fujii : Je ne connais pas les détails de la situation interne du PLD à cette époque ni les mesures que ses membres ont envisagées pour revenir au pouvoir. Mais si je puis me permettre une remarque concernant une politique bien concrète, le PLD, tout parti

d'opposition qu'il fût, a mené un véritable débat en interne relatif à la question de la hausse du taux d'imposition de la TVA et il est même arrivé à une conclusion. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on a pu conclure un accord tripartite⁹³ sur la réforme intégrée de la fiscalité et de la sécurité sociale.

Mikuriya : Bien que dans l'opposition, la coalition PLD-*Kōmeitō* ne s'est en effet pas effondrée.

Ishihara : Toutefois, si la réforme intégrée a été adoptée, c'est grâce aux efforts intarissables du Cabinet Noda. On a beaucoup critiqué les gouvernements PDJ, mais on peut le saluer sur ce point. Cette réforme aurait été difficile à mettre en place même pour un gouvernement PLD : ceux qui y ont participé y ont mis toute leur personne.

Fujii : Je me suis moi-même rendu de nombreuses fois à la résidence du Premier ministre, en disant à chaque fois que ce qui se réalisait resterait dans l'histoire, puis je repartais. Le Premier ministre Noda n'a pas cédé et a porté cette réforme jusqu'au bout. Aux États-Unis, on a même parlé d'un véritable « homme d'État » pour le qualifier. Il a réussi à faire adopter une réforme que l'on pensait impossible au Japon, c'est un véritable décideur.

Ishihara : L'opposition est aujourd'hui fragmentée et minoritaire. Comme nous l'avons dit au début de cet entretien, la condition pour entretenir une saine démocratie consiste dans la présence de partis d'opposition dotés de capacités à gouverner. On pourrait dire que sur la fin de l'ère PDJ, le discernement dont on a pu être témoin est de nature à nous procurer un certain espoir.

Fujii : Ce que je dis essentiellement aux jeunes membres du parti, c'est de ne pas chercher à attirer l'attention coûte que coûte mais de s'en tenir aux fondamentaux du parti. De garder son sang-froid, de ne pas chercher à s'associer avec n'importe qui en se disant qu'il n'est pas si grave de se trouver dans des partis éparpillés et faibles.

Mikuriya : Il arrive de voir ce genre de comportements en effet.

Fujii : Les fondamentaux du PDJ, ce sont l'emploi, la sécurité sociale, la paix... Sans paix, aucun développement économique n'est envisageable. Mais quand je tiens ce genre de discours, on me réplique que c'est trop simpliste. Le but n'est pas là. Outre les prévisions de M. Mori⁹⁴, le PLD finira bien par perdre un jour. À ce moment, ceux qui seront restés fidèles aux fondamentaux survivront.

Mikuriya : Nous avons parlé à l'instant de l'éviction des hauts fonctionnaires par le pouvoir PDJ, mais lorsque l'on interviewe les membres du PDJ aujourd'hui, tout le monde semble avoir bien retenu la leçon. Ils ont compris que c'était une erreur de considérer les hauts fonctionnaires comme des ennemis et qu'il fallait au contraire s'en servir. Ce n'est pas trop tôt ! (rires) Mais c'est une bonne chose que l'opposition compte actuellement des hommes qui ont tiré les leçons de leur expérience.

Ishihara : J'espère qu'ils s'en serviront lors de leur prochaine ascension accession au pouvoir.

Mikuriya : Les hauts fonctionnaires continuent à rencontrer les hommes politiques qui ont compris que ceux-là leur étaient supérieurs dans certaines tâches.

⁹⁴ L'ancien Premier ministre Mori Yoshirō avait confié à Fujii Hirohisa que, selon lui, le PLD perdrait une centaine de sièges si cela continuait ainsi.

⁹³ PDJ-PLD-*Kōmeitō*.

[...]

Ishihara : Les hommes politiques ont tendance à s'éparpiller et à aller d'un parti à l'autre lorsqu'ils se retrouvent dans l'opposition. Il serait appréciable que cette situation évolue.

Fujii : Afin d'assurer la cohésion, il faut se montrer ferme vis-à-vis de ceux qui la mettent en péril par leurs actions.

Ishihara : Je souhaiterais voir, comme lors du gouvernement Noda, des hommes prônant des politiques publiques dotées d'une certaine cohérence et partageant une posture politique commune se rassembler à nouveau, et briguer le pouvoir.

Ont contribué à ce numéro :

Sophie Buhnik est géographe et urbaniste, doctorante à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne au sein de l'équipe CRIA (UMR 8504 Géographie-cités).

Arnaud Grivaud est doctorant à l'Université Paris Diderot et réalise une thèse sur la réorganisation du pouvoir politique et de la haute fonction publique au Japon des années 90 à nos jours.

Xavier Mellet est titulaire du master de recherche en politique comparée de Sciences Po. Il poursuit depuis 2010 une thèse intitulée « La composition médiatique des populismes. Une comparaison France-Japon », au Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI-Sciences Po.) sous la direction de Dominique Boullier.

Nicolas Morishita est diplômé d'un master de l'INALCO en japonais et poursuit désormais un doctorat de géographie à l'Université Lyon 2.

La revue *Japan Analysis - La Lettre du Japon* s'est imposée depuis plusieurs années comme un bulletin d'information unique des débats de politique, d'économie et de sécurité qui traversent la société et le monde politique japonais, en les resituant dans leur contexte national et leur arrière-plan historique. En dépassant le cadre de l'actualité quotidienne pour identifier les tendances nouvelles, la revue met à la disposition de ses lecteurs un instrument de réflexion sur les mutations importantes, souvent mal connues, de la troisième économie mondiale.

Des analyses de l'actualité s'accompagnent de transcriptions d'articles de publications académiques japonaises d'horizons variés et présentant la diversité des points de vue et des débats en cours au Japon. S'appuyant sur des sources japonaises, *Japan Analysis* s'efforce ainsi d'offrir aux Français la vision japonaise du Japon.

RÉDACTION

Sophie Buhnik, CRIA, UMR Géographies-cites, Université Paris 1

Arnaud Grivaud, Université Paris Diderot

Xavier Mellet, CERI/Sciences Po

Nicolas Morishita, Université Lyon 2

PRODUCTION

Revue fondée par Guibourg Delamotte (2004)

Supervision éditoriale et encadrement : Guibourg Delamotte

Direction éditoriale : Sophie Buhnik

Relecture des traductions japonaises : Akira Hattori

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Secrétaire de rédaction (mise en page) : Rozenn Jouannigot

COMMANDES ET ABONNEMENTS

Version brochée :

abonnement 4 numéros par an : 54 €

commande par numéro : 18 € (jusqu'au n°15)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

www.centreasia.eu/publications/japan-analysis

© Asia Centre

71 boulevard Raspail

75006 Paris - France

www.centreasia.eu

japananalysis@centreasia.eu

ISSN : 2266- 5501